
Étude des crédits 2014-2015

Demandes de renseignements particuliers
de l'opposition officielle

Condition féminine

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Ministre responsable de la Condition féminine

Secrétariat à la condition féminine

1. Liste de tous les effectifs en poste au Secrétariat pour les trois dernières années, et les prévisions des besoins en effectifs pour 2014-2015.
2. Nombre total de juges au 31 mars 2014 pour chaque cour de juridiction québécoise. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le sexe des juges.
3. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels dans les conférences régionales des élus, les commissions scolaires et les conseils municipaux.
4. Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des sociétés d'État. Indiquer quelles sociétés d'État ont atteint la parité.
5. Nombre de femmes occupant un poste de sous-ministre, sous-ministre associée, sous-ministre adjointe ou dirigeante d'organisme en date du 4 juin 2014, ainsi que pour les années 2012-2013 et 2013-2014.
6. Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et de services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour 2013-2014, ainsi que les cibles visées pour 2014-2015.
7. Plan d'action 2011-2015 *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait* : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées depuis 2011, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.
8. Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015. Indiquer également les dépenses encourues pour le renouvellement du plan.
9. Bilan détaillé des programmes gouvernementaux, des projets et des mesures pour lesquels l'analyse différenciée selon les sexes s'est appliquée en 2013-2014. Indiquer la date, le lieu et le nombre de séances de sensibilisation réalisées à ce sujet dans les municipalités pour l'année 2013-2014.
10. Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes (ADS) 2011-2015 : bilan détaillé des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées depuis 2011, et les prévisions pour 2014-2015.
11. Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale : montant associé pour chacune des 135 mesures du plan, bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées pour 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015.

12. Détail des travaux engagés et à venir concernant le renouvellement du plan d'action en matière de violence conjugale.
13. Bilan détaillé de la *Campagne gouvernementale de sensibilisation à la violence conjugale* : coût des différentes actions entreprises pour 2013-2014.
14. Bilan détaillé des forums sur l'hypersexualisation des filles annoncés en janvier 2014. Intention de poursuite, crédits alloués en 2014-2015, dates prévues, etc.
15. Détail des travaux engagés et à venir concernant le statut légal des conjoints de fait.
16. Copie des études, analyses, documents ou avis relatifs à la loi fédérale C-36 *Loi sur la protection des collectivités et des personnes exploitées* et quant à son impact au Québec.
17. Plan d'action 2008-2013 en matière d'agression sexuelle : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015. Intention au-delà de 2014-2015.
18. Détail des travaux engagés et à venir concernant le renouvellement du plan d'action en matière d'agression sexuelle.
19. Détail des travaux engagés et à venir concernant le retour des cours d'éducation sexuelle.
20. Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.
21. Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) pour l'année 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.
22. Ventilation détaillée des sommes accordées en 2013-2014 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2014-2015.
23. Bilan des actions entreprises auprès des femmes autochtones pour les années 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, et les actions prévues pour 2014-2015.
24. Liste des programmes de formation ciblés dans les villes du Nord-du-Québec et les coûts reliés pour 2012-2013 et 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.
25. Bilan des actions entreprises auprès des femmes immigrantes pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, et les actions prévues pour 2014-2015.
26. Bilan des actions entreprises auprès des femmes dans la construction pour l'année 2013-2014, et les actions prévues pour 2014-2015.
27. Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, ainsi que les critères de financement.
28. Liste des maisons d'aide et d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et la ventilation interrégionale, régionale et locale du budget global et alloué par établissement, par année, depuis 2010. Ressources financières prévues pour 2014-2015. Copie des critères de financement.

29. Copie de toutes les ententes spécifiques en matière de condition féminine conclues avec les conférences régionales des élus et des subventions versées par le ministère pour chacune des ententes.
30. Copie de tous les accords de partenariat avec les tables de concertation régionale en condition féminine et des subventions versées par le ministère pour chacun des accords.
31. Tables des partenaires influents : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015. Liste des effectifs liés à ce projet, incluant leur mandat et leur rémunération.
32. *Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée* : bilan détaillé des actions entreprises et des sommes engagées annuellement depuis 2011, et les prévisions pour 2014-2015.
33. Programmes et appels de projets du SCF : pour chacun, indiquer la liste des demandes soumises et retenues, les critères de sélection et les sommes octroyées pour chacun des projets retenus.
34. Liste de tous les prix remis par le SCF en 2013-2014 : pour chacun, indiquer les récipiendaires, les critères de sélection et le budget alloué pour les événements reliés à la remise de ces prix.
35. Liste de tous les événements organisés par le SCF en 2013-2014, et le budget alloué pour la tenue de chacun d'eux.
36. Liste de tous les ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du SCF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.
37. Dépenses encourues par le SCF en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 pour la formation des personnes qui interviennent directement auprès des femmes et des hommes immigrés au sujet des valeurs égalitaires, et les prévisions pour 2014-2015.
38. Nombre d'ETC pour 2013-2014 et ceux prévus pour 2014-2015.
39. Taux d'activité des femmes, par année, depuis 1995.
40. Taux d'emploi des femmes, par année, depuis 1995 pour le Québec, le Canada et les autres provinces.
41. L'écart de salaire horaire entre les femmes et les hommes, par année, depuis 1995.
42. Nombre de femmes bénéficiaires des programmes d'aide financière de dernier recours en comparaison du nombre d'hommes, depuis 2011.
43. Liste de tous les organismes qui ont reçu du financement par le biais du discrétionnaire de la ministre depuis le 23 avril 2014 ainsi que le montant qu'ils ont reçu et la circonscription dans laquelle est situé l'organisme.
44. Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2013-2014 qui n'ont pas été reconduits en 2014-2015, en incluant les programmes qui ont été abolis.
45. Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2014-2015.

46. Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et la liste des dépenses abolies en conséquence. (Application du cran d'arrêt)

Conseil du statut de la femme (CSF)

47. Concernant le bureau de la présidence du CSF :

- a) nombre de rencontres, de repas ou de réunions, et les frais afférents;
- b) liste des personnes rencontrées, en précisant le but de la rencontre;
- c) frais de déplacement, frais de voyage, frais de repas et frais de représentation;
- d) liste des participations à des colloques ou à des congrès et liste des participants, incluant les coûts afférents.
- e) copie de la correspondance (papier et courriel) effectuée avec la ministre de la Condition féminine.

48. Liste des effectifs du CSF ventilés par région pour les trois dernières années et les prévisions pour 2014-2015.

49. Copie de tous les mandats donnés au CSF pour 2013-2014.

50. Copie de tous les avis et mémoires produits ou publiés par le CSF pour les années 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, ainsi que les coûts reliés.

51. Liste de tous les comités sur lesquels siège le CSF, et les frais encourus.

52. Sommes accordées pour la publication et la diffusion de la *Gazette des femmes* en 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015. Bilan du nombre d'abonnés, des revenus d'abonnement et de publicité.

53. Liste de tous les ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du CSF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

54. Ventilation détaillée de toutes les compressions financières réalisées par le ministère et ses organismes dans le cadre du Plan de retour à l'équilibre budgétaire pour l'année 2014-2015. Fournir également le détail de toute autre demande de compression du Conseil du trésor auprès du ministère ou de l'un de ses organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-01

Titre :
Liste de tous les effectifs en poste au Secrétariat pour les trois dernières années, et les prévisions des besoins en effectifs pour 2014-2015.

Exposé et statistiques

CATÉGORIES D'EMPLOI	Personnes au 31 mars 2014
Administratrices, administrateurs d'État	1
Postes d'encadrement	2
Professionnelles, professionnels	16
Techniciennes, techniciens	3
Personnel de bureau	1
PERSONNES	23

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-02

Titre :

Nombre total de juges au 31 mars 2014 pour chaque cour de juridiction québécoise. Pour chacune des cours, distinguer les juridictions de la région ainsi que le sexe des juges.

Exposé et statistiques

Le ministère de la Justice a fourni les données demandées en date du 7 avril 2014.

COUR DU QUÉBEC	H	F	Total	% F
Chambre de la jeunesse	21	31	52	59,7
Chambre criminelle et pénale	46	27	73	37,0
Chambre civile	35	24	59	40,7
Juridiction mixte	63	38	101	37,7,
Juge responsable des cours municipales	1		1	0
TOTAL	166	120	286	42,0

RÉPARTITION PAR RÉGION	H	F	Total	% F
01 – Est du Québec	10	6	16	37,5
09 – Côte-Nord				
02 – Saguenay–Lac-Saint-Jean	7	3	10	30,0
03 – Québec	27	14	41	34,2
04 – Mauricie–Bois-Francs	9	3	12	25,0
05 – Estrie	8	10	18	55,6
06A – Montréal	47	42	89	47,2
06E – Laval	5	5	10	50,0
07 – Outaouais	7	7	14	50,0
08 – Abitibi-Témiscamingue	5	5	10	50,0
14 – Laurentides	15	6	21	28,6
15 – Lanaudière	8	1	9	11,2
16 – Montérégie	18	18	36	50,0
TOTAL	166	120	286	42,0

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION : Ministère de la Justice
VALIDATION :
DATE : 12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-03

Titre :
Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes occupant des postes décisionnels dans les conférences régionales des élus, les commissions scolaires et les conseils municipaux.

Exposé et statistiques
Voici les données quant au nombre de femmes dans les conseils municipaux, à la suite des élections de novembre 2013 :

	Nombre de femmes	Nombre total d’élus	% de femmes
Conseils municipaux			
Maires et mairesses	190	1 099	17,3
Conseillers et conseillères	2 204	6 895	32,0

Source : Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l’Occupation du territoire, janvier 2014.

Voici les données quant au nombre de femmes siégeant aux conférences régionales des élus, selon une compilation de 2012 :

	Nombre de femmes	Nombre total d’élus	% de femmes
Conférences régionales des élus			
Conseil d’administration	162	612	26,5
Conseil exécutif	36	138	26,1

Source : Conseil du statut de la femme et Table de concertation des forums jeunesse régionaux du Québec, *Présence des femmes et des jeunes dans les lieux décisionnels et consultatifs, Compilation nationale - Québec*. Mise en ligne : 8 mars 2012.

Note : La mise à jour des statistiques est en cours au Conseil du statut de la femme; les données de 2013 sont non disponibles en date du 12 juin 2014. Ces données ne sont pas disponibles au Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l’Occupation du territoire.

Voici les données de 2011 quant au nombre de femmes commissaires scolaires :

	Nombre de femmes	Nombre total d’élus	% de femmes
Commissions scolaires			
Assemblée des commissaires	708	1 432	49,4
Présidence	31	69	44,9

Source : Fédération des commissions scolaires du Québec.

Note : Les élections scolaires auront lieu le 2 novembre 2014; les données de 2011, ci-dessus, sont toujours actuelles.

SOURCE :	Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :	Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, Conseil du statut de la femme, Fédération des commissions scolaires du Québec
VALIDATION :	
DATE :	12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-04

Titre :
Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d’administration des sociétés d’État. Indiquer quelles sociétés d’État ont atteint la parité.

Exposé et statistiques

Le tableau des données les plus récentes (en date du 31 mars 2014) est présenté en annexe.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-04-Annexe 01

Statistiques sur les conseils d'administration des sociétés d'État visées¹ par la Loi sur la gouvernance, au 31 mars 2014

	Nombre de titulaires	Parité hommes-femmes	
		Nombre de femmes	% Femmes
1. Caisse de dépôt et placement du Québec	13	6	46,2
2. Conseil des arts et des lettres du Québec	15	7	46,7
3. Hydro-Québec	13	7	53,8
4. Investissement Québec	15	5	33,3
5. La Financière agricole du Québec	15	8	53,3
6. Régie de l'assurance maladie du Québec	15	5	33,3
7. Régie des installations olympiques	10	5	50,0
8. Régie des rentes du Québec	15	9	60,0
9. Société d'habitation du Québec	9	5	55,6
10. Société de développement des entreprises culturelles	15	10	66,7
11. Société de la Place des Arts de Montréal	11	7	63,6
12. Société de l'assurance automobile du Québec	14	6	42,9
13. Société de télédiffusion du Québec	11	8	72,7
14. Société des alcools du Québec	13	7	53,8
15. Société des établissements de plein air du Québec	9	4	44,4
16. Société des loteries du Québec	13	6	46,2
17. Société des traversiers du Québec	9	6	66,7
18. Société du Centre des congrès de Québec	10	4	40,0
19. Société du Grand théâtre de Québec	9	4	44,4
20. Société du Palais des congrès de Montréal	8	3	37,5
21. Société québécoise des infrastructures (autrefois SIQ)	11	6	54,5
22. Société québécoise de récupération et de recyclage	11	5	45,5
TOTAL	264	133	50,4

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION : Secrétariat aux emplois supérieurs
VALIDATION :
DATE : 12 juin 2014

¹ Bien que la Caisse de dépôt et placement du Québec et Hydro-Québec ne soient pas assujetties à la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État, elles sont soumises à l'exigence de parité hommes-femmes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-05

Titre :

Nombre de femmes occupant un poste de sous-ministre, sous-ministre associée, sous-ministre adjointe ou dirigeante d’organisme en date du 4 juin 2014, ainsi que pour les années 2012-2013 et 2013-2014.

Exposé et statistiques

Données en date du 13 juin 2014 :

	NOMBRE DE FEMMES	TOTAL	% FEMMES
Ministères			
Sous-ministres	10	29	34,5
Sous-ministres associés/adjoins	39	102	38,2
Organismes gouvernementaux			
Présidents	32	109	29,4
Vice-présidents	33	88	37,5
Autres organismes			
Présidents	4	17	23,5
Vice-présidents	0	5	0,0

Données en date du 31 mars 2014 :

	NOMBRE DE FEMMES	TOTAL	% FEMMES
Ministères			
Sous-ministres	10	28	35,7
Sous-ministres associés/adjoins	43	106	40,6
Organismes gouvernementaux			
Présidents	30	108	27,8
Vice-présidents	33	89	37,1
Autres organismes			
Présidents	4	17	23,5
Vice-présidents	0	5	0,0

Dans l'administration publique québécoise, chaque organisme gouvernemental est nommé à partir de sa fonction principale. Il existe deux grands types d'organismes : les organismes autres que les sociétés (comités, conseils, offices, régies, etc.) et les sociétés d'État et leurs filiales.

Les organismes autres que les sociétés ont les fonctions suivantes :

- Les comités consultatifs ont pour fonction de fournir un avis à un ministre ou à un organisme principalement sur certains aspects de la mise en œuvre de politiques spécifiques.
- Les conseils donnent des avis à un ministre sur l'ensemble de la politique gouvernementale d'un secteur d'activité.
- Les commissions ont pour principales activités l'enquête, l'examen, l'arbitrage, l'étude,

	l'évaluation, la vérification et la surveillance dans les domaines de juridiction gouvernementale.
–	Les offices ont pour mandat de gérer la conduite d'activités de nature autre que commerciale, industrielle ou financière.
–	Les régies harmonisent l'exercice d'activités privées en appliquant des normes établies par la loi ou le règlement. Elles assurent le respect de ces normes et autorisent les activités en fonction de considérations socioéconomiques ou techniques.
–	Les tribunaux administratifs décident ou révisent, après avoir entendu les parties, la décision d'une administration à l'égard d'un droit accordé au citoyen dans un domaine spécialisé du droit soustrait à la compétence initiale des cours de justice et aux règles de procédures habituelles.

SOURCE :	Secrétariat à la condition féminine
DONNÉES :	Secrétariat aux emplois supérieurs
VALIDATION :	
DATE :	18 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-06

Titre :

Liste des entreprises privées, commissions scolaires, collèges et universités, municipalités, établissements de santé et de services sociaux, ministères et organismes gouvernementaux participant à un programme d'accès à l'égalité en emploi pour 2013-2014, ainsi que les cibles visées pour 2014-2015.

Exposé et statistiques**Programme d'accès à l'égalité dans les organismes publics**

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse responsable de l'application du programme publie, sur son site Internet, la liste des organismes publics soumis à ce programme.

<http://www.cdpdj.qc.ca/fr/droits-de-la-personne/responsabilites-employeurs/pae/Pages/default.aspx>

Site consulté le 2 avril 2014

Programme d'accès à l'égalité en emploi pour les femmes dans la fonction publique québécoise

La liste des ministères et organismes gouvernementaux soumis à la Loi sur la fonction publique est disponible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor.

<http://www.carrieres.gouv.qc.ca/decouvrir-la-fonction-publique/les-ministeres-et-organismes/liste-des-ministeres-et-organismes/index.html>

Site consulté le 2 avril 2014

Programme d'obligation contractuelle

La Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, dont la responsabilité est de surveiller l'implantation du programme et d'agir à titre d'expert auprès du Secrétariat du Conseil du trésor et des ministères, publie sur son site Internet le nombre d'entreprises soumises à l'obligation contractuelle.

<http://www.cdpdj.qc.ca/fr/droits-de-la-personne/responsabilites-employeurs/pae/Pages/liste-entreprises.aspx>

Site consulté le 2 avril 2014

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-07

Titre :

Plan d'action 2011-2015 Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées depuis 2011, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques

Un exercice annuel de reddition de comptes a été réalisé auprès des 25¹ ministères et organismes engagés dans le Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015, au printemps 2013. Après deux ans de mise en œuvre, soit du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2013 :

- le degré moyen de réalisation des 102 actions et sept instruments de gouvernance se situe à 60 %;
- les investissements gouvernementaux liés se chiffrent à près de 115 M\$;

Pour l'année 2012-2013, les réalisations en regard des actions du plan d'action sont inscrites dans les rapports annuels du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale et des ministères et organismes gouvernementaux engagés, dans la section « Exigences législatives et gouvernementales ».

Le Secrétariat à la condition féminine a lancé en avril 2014 les travaux visant la reddition de comptes du plan d'action au 31 mars 2014. Les données à cette date seront présentées dans le cadre du rapport annuel de gestion 2013-2014, qui sera déposé à l'automne 2014.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 11 juin 2014

¹ Le nombre initial de 26 ministères et organismes, au moment du lancement du Plan d'action en juin 2011, a été ramené à 25 en raison de changements survenus dans la structure de certains ministères, en septembre 2012.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-08

Titre :

Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015. Indiquer également les dépenses encourues pour le renouvellement du plan.

Exposé et statistiques

Voir la réponse de la septième question des renseignements particuliers.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-09

Titre :

Bilan détaillé des programmes gouvernementaux, des projets et des mesures pour lesquels l'analyse différenciée selon les sexes s'est appliquée en 2013-2014. Indiquer la date, le lieu et le nombre de séances de sensibilisation réalisées à ce sujet dans les municipalités pour l'année 2013-2014.

Programmes, projets, mesures intégrant l'analyse différenciée selon les sexes en 2013-2014

Les ministères et les organismes sont encouragés à utiliser l'analyse différenciée selon les sexes dans les pratiques gouvernementales. Le Secrétariat à la condition féminine est responsable de la coordination du Plan d'action gouvernemental en analyse différenciée selon les sexes 2011-2015, dans lequel dix-huit ministères et organismes se sont engagés à réaliser, au total, trente-cinq actions (programmes, projets, mesures) en analyse différenciée selon les sexes. Celles-ci sont détaillées en annexe 1.

Au 31 mars 2013, soit à la mi-parcours, le degré d'avancement du Plan d'action en analyse différenciée selon les sexes 2011-2015 a été évalué à 54 %. L'exercice de reddition de comptes pour l'année 2013-2014 est actuellement en cours.

Pour l'année 2012-2013, le détail des réalisations des ministères et organismes gouvernementaux en analyse différenciée selon les sexes est inscrit dans leur rapport annuel respectif, dans la section « Exigences législatives et gouvernementales ».

FORMATION

Depuis mars 2013, le Secrétariat à la condition féminine n'offre plus de formation en classe puisqu'une formation électronique sur l'analyse différenciée selon les sexes est maintenant disponible à partir du site du Secrétariat à la condition féminine. Elle est accessible gratuitement et en tout temps à travers le Québec, tant aux municipalités, aux conférences régionales des élus, aux ministères et aux organismes gouvernementaux qu'aux organismes à but non lucratif.

La formation électronique, mise en ligne en mars 2013, comprend deux capsules de 45 minutes. La première porte sur les bases de l'ADS et la deuxième spécifiquement sur un cas pratique en santé et sécurité. Une troisième capsule, disponible depuis décembre 2013, présente l'étude d'un cas régional sur une problématique touchant les personnes âgées.

La promotion de la formation en ligne a été faite à l'hiver 2014.

Au 31 mars 2014, les capsules de la formation en ligne ont été suivies 518 fois, dont 340 ont été complétées. Une même personne peut avoir parcouru une ou plusieurs capsules.

LES PROJETS DU PLAN D’ACTION GOUVERNEMENTAL
EN MATIÈRE D’ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES 2011-2015

	M/O	PROJETS PLAN D’ACTION ADS 2011-2015
1	CSST	▪ Mettre en œuvre des mesures pour prévenir les lésions professionnelles chez les travailleuses et favoriser la gestion de la santé et la sécurité dans les milieux de travail qui les accueillent
2	MAMOT	▪ Intégrer l’ADS dans les travaux du comité interministériel sur la situation des entreprises d’économie sociale en aide domestique
3	MAPAQ	▪ Réaliser une ADS dans le cas des jeunes de la relève agricole
4	MCC	▪ Réaliser des ADS sur des professions artistiques ciblées
5	MFE	▪ Soumettre la stratégie en matière d’entrepreneuriat du gouvernement du Québec à l’ADS
6	MELS	▪ Poursuivre l’application de la règle de gestion relative à l’intégration de l’ADS dans les interventions ministérielles
7	MELS	▪ Produire et diffuser des données, et mener des études et des recherches selon l’ADS
8	MESS	▪ Conformément au Plan d’action gouvernemental pour la solidarité et l’inclusion sociale 2010-2015, encourager les alliances pour la solidarité à tenir compte de l’ADS dans leurs travaux
9	MESS	▪ Intégrer l’ADS dans quinze mesures du Plan d’action gouvernemental pour la solidarité et l’inclusion sociale 2010-2015
10	MESS - MSSS	▪ Mettre en œuvre des projets d’expérimentation afin d’améliorer le continuum de services intersectoriels en matière d’emploi et de santé pour les personnes ayant des troubles de santé mentale
11	MF	▪ Appliquer l’ADS dans les travaux devant conduire à l’obtention de la norme BNQ 9700-820 CTF par le ministère de la Famille
12	MSSS (Secrétariat aux aînés)	▪ Appliquer l’ADS dans le contexte de la mise en œuvre du Plan d’action gouvernemental pour contrer la maltraitance envers les personnes âgées 2010-2015
13	MSSS (Secrétariat aux aînés)	▪ Intégrer l’ADS dans les projets Carrefour d’information pour aînés
14	MFQ	▪ Appliquer l’ADS au régime fiscal du Québec
15	MIDI	▪ Exiger des organismes qui soumettent un projet dans le cadre du Programme Action diversité qu’ils tiennent compte des réalités et des besoins différenciés des femmes et des hommes
16	MESS - MIDI	▪ Prendre en considération les réalités différenciées des femmes et des hommes dans l’amélioration de l’intégration socioprofessionnelle des personnes immigrantes nouvellement arrivées au Québec
17	MIDI	▪ Intégrer l’ADS dans le processus d’évaluation du « Programme d’aide à l’intégration des immigrants et des minorités visibles en emploi »
18	MIDI	▪ Colliger des données ventilées selon le sexe pour inclure l’ADS dans le suivi évaluatif de la mesure favorisant le

	M/O	PROJETS PLAN D’ACTION ADS 2011-2015
		passage du statut de « résident permanent » pour les étudiantes et étudiants étrangers
19	MIDI	▪ Réviser le guide du parrainage collectif en tenant compte des principes de l’ADS
20	MJQ	▪ Prendre en considération l’ADS au moment de la mise en œuvre du Plan d’action gouvernemental de lutte contre l’homophobie
21	MSSS	▪ Mettre à la disposition de la population un portrait de santé du Québec et de ses régions présentant des données ventilées selon les sexes
22	MSSS	▪ Rendre accessible les principaux indicateurs nationaux et régionaux sur l’état de santé et de bien-être des femmes et des hommes en fonction des déterminants majeurs qui influent sur cet état
23	MSSS	▪ Poursuivre l’intégration de l’ADS à des actions ciblées lors de la mise en œuvre du Plan d’action interministériel en itinérance 2010-2013
24	MSSS	▪ Poursuivre l’intégration de l’ADS à la mise en œuvre du Programme national de santé publique 2003-2012 – Mise à jour 2008, pour des activités ciblées
25	MSSS	▪ Poursuivre l’intégration de l’ADS à la mise en œuvre de la Stratégie québécoise de lutte contre l’infection par le VIH et le sida, l’infection par le VHC et les infections transmissibles sexuellement
26	MSSS	▪ Poursuivre le « Programme Qualification des jeunes »
27	MSSS	▪ Poursuivre l’intégration de l’ADS à l’adaptation des services aux personnes âgées en perte d’autonomie et à leurs proches pour le soutien aux proches aidants et l’hébergement
28	MSSS	▪ Poursuivre l’intégration de l’ADS à l’élaboration et à la mise en œuvre des activités de formation et de recherche en santé mentale
29	MTQ	▪ Soutenir le développement de réseaux de transport collectif régionaux en tenant compte des besoins différenciés des femmes et des hommes
30	OPHQ	▪ Documenter l’état de la participation sociale des personnes handicapées tout en tenant compte de l’ADS, dans le contexte des travaux d’évaluation de la politique <i>À part entière : Pour un véritable exercice du droit à l’égalité</i>
31	OQLF	▪ Offrir annuellement des séances de formation en rédaction épïcène à des clientèles cibles
32	RRQ	▪ Renforcer la prise en considération des impacts différenciés sur les femmes et les hommes dans les propositions de modifications au Régime de rentes du Québec
33	SAA	▪ Intégrer l’ADS dans l’évaluation du Fonds d’initiatives autochtones et en appliquer les recommandations dans sa reconduction
34	SAA	▪ Mettre en place des comités de concertation Québec–Premières Nations et Québec–Inuits
35	SAJ	▪ Considérer les réalités différenciées des jeunes filles et des garçons dans la mise en œuvre du Programme IDEO 16-17

	INSTANCES LOCALES ET RÉGIONALES	PROJETS COMPILÉS EN DATE DU 17 avril 2014
1 2 3	Bas-Saint-Laurent (CRE)	- Intégration de l'ADS dans la gestion de l'appel de projets Fonds régional d'investissement jeunesse 2008 - Intégration de l'ADS dans la gestion de l'appel de projets Fonds régional d'investissement jeunesse 2011 - Intégration de l'ADS dans le développement du transport collectif inter-MRC 2010-2011
4 5 6 7	Capitale-Nationale (CRE)	- La parité en gouvernance. Il s'agit d'un projet de la Chambre de commerce et d'industrie de Québec. - Collectivité amie des aînés – Lac-Beauport - Collectivité amie des aînés – Arrondissement Sainte-Foy, Sillery, Cap-Rouge - Collectivité amie des aînés – Baie-Saint-Paul
8 9 10 11	Centre-du-Québec (CRE)	- Projet ADS portant sur la détresse psychologique et le suicide chez les aînés - Projet ADS sur la diversification professionnelle des femmes en métallurgie - Projet ADS sur la conciliation travail-famille - Projet ADS pour le plan de lutte contre la pauvreté (Alliance) - Trousse de sensibilisation à l'ADS
12 13	Côte-Nord	- Municipalité amie des aînés - Tadoussac - Projet de base de données différenciées selon le sexe des entrepreneurs et selon les entreprises de la Côte-Nord afin de déterminer les différents profils - Corporation de développement des exportations de la Côte-Nord
14 15 16	Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine (CRE)	- Appui à la mise en place de l'Alliance pour la solidarité Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine - État de situation Lesbiennes-gais-bisexualLes-transsexuels et transgenres de la Baie-des-Chaleurs - Politiques municipales intégrant l'ADS
17 18 19 20 21	Montréal (Ville de)	- Centre de répit et de dégrisement pour les personnes itinérantes - Projet ADS : Montréal en statistiques - Projet ADS : Montréal amie des aînés - Projet ADS : Plan de développement de Montréal - Projet ADS : Alliance
22	Outaouais (CRE)	Portrait du soutien alimentaire aux personnes âgées de l'Outaouais dans une perspective d'analyse différenciée selon les sexes
23 24 25	Saguenay—Lac-Saint-Jean (CRE)	- Campagne régionale d'implication citoyenne (2010-2012) du Forum jeunesse (Raj-02) - Observation des parcs – Ville de Saint-Félicien (depuis septembre 2011) (Comité femmes de Saint-Félicien et Récif 02) - Plate-forme électronique sur l'ADS (Récif 02)
26 27 28	Vallée-du-Haut St-Laurent (CRE)	- Justice Alternative et l'ADS : portrait des jeunes contrevenants et contrevenantes - L'adaptation au veuvage chez les 50 ans et plus : portrait différencié des femmes et des hommes aînés - Raccrochage scolaire des jeunes de Beauharnois-Salaberry

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE :

Secrétariat à la condition féminine

11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-10

Titre :

Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes (ADS) 2011-2015 : bilan détaillé des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées depuis 2011, et les prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques

Au 31 mars 2013, soit à mi-parcours du Plan d'action en matière d'analyse différenciée selon les sexes 2011-2015, le degré d'avancement de ce dernier a été estimé à 54 %.

Un bilan des travaux sera rendu public à la fin du plan d'action.

Les effectifs à temps complet et les investissements relatifs à l'analyse différenciée selon les sexes ne peuvent être interprétés de façon significative, puisqu'il est difficile d'extraire la portion des dépenses relatives à l'analyse différenciée selon les sexes de l'ensemble d'un projet. En effet, étant donné que l'analyse différenciée selon les sexes ne constitue pas une activité à part entière, mais qu'au contraire il s'agit d'une approche qui s'intègre aux travaux habituels d'un projet, il s'avère difficile de départager le temps investi pour l'analyse différenciée selon les sexes de celui du projet en tant que tel.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-11

Titre :

Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale : montant associé pour chacune des 135 mesures du plan, bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées pour 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques :

Le 6 décembre 2012, le Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale (Plan d'action) a été rendu public. Le Secrétariat à la condition féminine et le ministère de la Justice sont conjointement responsables de la coordination gouvernementale et de la mise en œuvre des engagements du Plan d'action.

Ce plan d'action regroupe les 135 engagements de dix ministères et organismes* directement concernés par cette problématique de violence. De ces engagements, 87 sont nouveaux et 35 sont spécifiquement prévus pour les Autochtones. Il contient également des mesures pour mieux rejoindre les groupes plus vulnérables dans un contexte de violence conjugale, soit les personnes âgées, les personnes handicapées, les personnes immigrantes ou issues des communautés culturelles, les minorités sexuelles et les hommes victimes. Des brochures ont d'ailleurs été réalisées afin de les rejoindre.

Chacun des ministères produit annuellement un bref état sur la réalisation de ses engagements respectifs. De nouvelles mesures inscrites au Plan d'action, évaluées à 57 M\$ pour cinq ans, proviennent des crédits réguliers des ministères et organismes. Ce montant s'ajoute aux sommes déjà investies depuis la publication de la politique d'intervention de 1995, notamment le financement annuel récurrent aux organismes communautaires spécialisés en matière de violence conjugale (maisons d'hébergement, centres de femmes, services pour conjoints violents et centres d'aide aux victimes d'actes criminels).

* Ministères et organismes signataires du Plan d'action :

- Ministère de l'Éducation, Loisir et du Sport
- Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale
- Ministère de la Famille
- Ministère de l'Immigration et des communautés culturelles
- Ministère de la Justice
- Ministère de la Santé et des Services sociaux
- Ministère de la Sécurité publique
- Secrétariat à la condition féminine (ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale)
- Secrétariat aux affaires autochtones (ministère du Conseil exécutif)
- Secrétariat aux aînés (ministère de la Santé et des Services sociaux)

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-12

Titre :

Détail des travaux engagés et à venir concernant le renouvellement du plan d'action en matière de violence conjugale.

Exposé et statistiques :

Le troisième plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2012-2017 a été rendu public le 6 décembre 2012. Les intentions quant à son renouvellement seront annoncées avant son échéance.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 17 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-13

Titre :

Bilan détaillé de la Campagne gouvernementale de sensibilisation à la violence conjugale : coût des différentes actions entreprises pour 2013-2014.

Exposé et statistiques :

Une campagne de sensibilisation est prévue à l'engagement 5 du Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale. Aucune action n'a été menée à l'égard de cette campagne en 2013-2014.

Pour 2013-2014, d'autres activités de sensibilisation ont toutefois été réalisées. Le Secrétariat à la condition féminine a procédé à la réimpression de 74 000 copies des six brochures d'information s'adressant aux personnes vivant dans des contextes de vulnérabilité à la violence conjugale (personnes âgées, personnes handicapées, femmes immigrantes ou issues des communautés culturelles, minorités sexuelles et hommes victimes). Une somme de 15 858 \$ a été consacrée à la réimpression, en 2013-2014, à même le budget de l'engagement 75 du Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 : « Adapter les outils d'information à l'intention des personnes vivant des réalités particulières dans un contexte de violence conjugale ».

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

17 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-14

Titre :

Bilan détaillé des forums sur l'hypersexualisation des filles annoncés en janvier 2014.
Intention de poursuite, crédits alloués en 2014-2015, dates prévues, etc.

Exposé et statistiques

Deux forums sur l'hypersexualisation ayant permis de mieux comprendre ce phénomène et de faire ressortir ses nombreux effets ont été tenus :

- à Laval, le 30 janvier et dans la région de la Capitale-Nationale, le 28 février.
- au total, plus de 200 personnes ont participé aux deux forums.

Le Secrétariat à la condition féminine a fait des comptes-rendus des ces rencontres, qui ont réuni des personnes participantes issus des milieux communautaire, de l'éducation et de la santé. Certaines conclusions ressortent : inviter nos filles à s'engager dans le sport, procéder à un retour des cours d'éducation à la sexualité dans nos écoles primaires et secondaires, sensibiliser et informer davantage les parents sur ce phénomène et ses effets, encadrer la publicité sexiste, etc. Le Secrétariat prendra en compte les propos recueillis dans ses travaux ultérieurs.

De plus, le Comité interministériel sur l'exploitation sexuelle a tenu des consultations de septembre 2013 à février 2014, au cours desquels 260 organismes publics, parapublics, communautaires et du milieu de la recherche, agissant à l'échelle régionale, suprarégionale, nationale, directement concernés par la problématique de l'exploitation sexuelle ont participé. La majorité des organismes consultés a fait part de préoccupations importantes relativement à l'hypersexualisation et des suggestions pour contrer ce phénomène orienteront les travaux futurs du Secrétariat.

Puisque deux forums ont été tenus et que la question de l'hypersexualisation a été amplement abordée lors des consultations sur l'exploitation sexuelle, le Secrétariat n'entend pas tenir de nouveaux forums sur l'hypersexualisation.

Soulignons également que le Secrétariat à la condition féminine soutient des actions régionales sur la question dans le cadre des ententes spécifique en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, conclues avec les conférences régionales des élus et leurs partenaires. Par exemple, dans la région de la Chaudière-Appalaches, un colloque sur l'hypersexualisation « Le sexe, j'en parle comment? » a été tenu le 9 avril 2014.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-15

Titre :

Détail des travaux engagés et à venir concernant le statut légal des conjoints de fait.

Exposé et statistiques :

Le Secrétariat à la condition féminine n'a pas engagé de travaux concernant le statut légal des conjoints de fait.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 13 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-16

Titre :

Copie des études, analyses, documents ou avis relatifs à la loi fédérale C-36 Loi sur la protection des collectivités et des personnes exploitées et quant à son impact au Québec.

Exposé et statistiques :

Le Secrétariat à la condition féminine ne possède aucune étude, analyses, documents ou avis relatifs à la loi fédérale C-36 Loi sur la protection des collectivités et des personnes exploitées et quant à son impact au Québec.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 13 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-17

Titre :

Plan d'action 2008-2013 en matière d'agression sexuelle : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015. Intention au delà de 2014-2015.

Exposé et statistiques :

Le Secrétariat à la condition féminine (Secrétariat) et le ministère de la Justice sont conjointement responsables de la coordination gouvernementale et de la mise en œuvre des engagements du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle.

Ce plan d'action regroupe les 100 engagements de dix ministères et organismes* directement concernés par cette problématique. Chacun des ministères et le Secrétariat produisent annuellement un bref état sur la réalisation de ses engagement. Ces renseignements sont colligés une fois l'an et portent sur l'année précédente, soit du 1^{er} janvier au 31 décembre. La mise en œuvre du plan d'action a pris fin le 31 décembre 2013. Le Conseil des ministres a pris la décision, le 11 décembre 2013, de le prolonger jusqu'à l'adoption d'un nouveau plan, au plus tard le 31 mars 2015. Le coût de la reconduction des mesures est estimé à environ 45 M\$, laquelle somme est prise à même les crédits réguliers des ministères et organismes qui se sont engagés.

Un bilan de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle est en cours d'élaboration et sera rendu public d'ici à l'automne 2014. Celui-ci contiendra le bilan détaillé par axes d'intervention, les travaux effectués, les mesures mises en place et les dépenses engagées pour toute la période prévue par le Plan, incluant l'année 2013-2014.

*Ministères et organismes signataires du Plan d'action :

Ministère des Affaires municipales et des Régions

Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale

Ministère de la Famille et des aînés

Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles

Ministère de la Justice

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Ministère de la Sécurité publique

Secrétariat à la condition féminine (ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine)

Secrétariat aux affaires autochtones (ministère du Conseil exécutif)

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-18

Titre :

Détail des travaux engagés et à venir concernant le renouvellement du plan d'action en matière d'agression sexuelle.

Exposé et statistiques :

Les travaux d'élaboration d'un nouveau plan d'action gouvernemental sont en cours. Des consultations auprès des organismes publics, parapublics, communautaires et associatifs, et des groupes de recherche ont eu lieu au cours du printemps 2014. D'autres se tiendront à l'automne 2014. Ces consultations précèdent la rédaction du Plan. L'adoption du plan est prévue au plus tard le 31 mars 2015.

La mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle a pris fin le 31 décembre 2013. Le Conseil des ministres a pris la décision, le 11 décembre 2013, de le prolonger jusqu'à l'adoption d'un nouveau plan, au plus tard le 31 mars 2015.

Le coût de la reconduction des mesures est estimé à environ 45 M\$, laquelle somme est prise à même les crédits réguliers des ministères et organismes qui se sont engagés.

Un bilan de la mise en œuvre du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle est en cours d'élaboration et sera rendu public d'ici à l'automne 2014.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-19

Titre :

Détail des travaux engagés et à venir concernant le retour des cours d'éducation sexuelle.

Exposé et statistiques

La mesure 10 du Plan d'action 2011-2015 de la politique gouvernementale en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, « *Mettre en place chaque année, pour les élèves de l'éducation préscolaire jusqu'à la fin de l'enseignement secondaire, des apprentissages en éducation à la sexualité de façon obligatoire* » est sous la responsabilité du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

Selon les fiches de reddition de compte transmises au Secrétariat à la condition féminine (Secrétariat) par le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

- Pour 2011-2012, des travaux ont été réalisés au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport pour définir les apprentissages qui devront être faits chaque année, de l'éducation préscolaire jusqu'à la fin du secondaire. Ces apprentissages ont à tenir compte de l'âge et du niveau de développement des élèves.
- Les travaux visant à rendre ces apprentissages obligatoires se sont poursuivis depuis 2012-2013. Toutefois, la décision de leur implantation n'a pas encore été prise.

Par ailleurs, une série d'actions sont menées afin de favoriser une socialisation non stéréotypée des jeunes et plusieurs projets touchant les rapports égalitaires et une éducation à une sexualité saine, responsable et égalitaire sont soutenus. Elles ont été réalisées ou soutenues par le Secrétariat. Il s'agit, notamment de :

- Tenue de deux forums pour approfondir la réflexion du gouvernement du Québec sur la problématique de l'hypersexualisation. Ces forums se sont tenus à Laval le 30 janvier et dans la région de la Capitale-Nationale le 28 février 2014. Au total, plus de 200 personnes y ont participé.
- Actions sur l'hypersexualisation et d'autres thèmes (stéréotypes sexuels, sexualité saine, responsable et égalitaire, etc.) soutenues au plan régional dans le cadre des ententes régionales en égalité 2011-2015 et convenues avec les Conférences régionales des élus;
- Soutien à la production de capsules vidéos s'adressant aux parents d'enfants de deuxième et troisième cycle du primaire et de premier cycle du secondaire au sujet des phénomènes de la sexualisation de l'espace public et du sexisme dans les médias (Y des femmes de Montréal);
- Soutien à l'élaboration et à la diffusion d'une formation s'adressant aux étudiantes et étudiants universitaires reliés au marketing, à la publicité, aux médias et aux communications, visant à les sensibiliser et les conscientiser à l'omniprésence d'éléments sexistes et de stéréotypes sexuels dans les publicités.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE : 12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-20

Titre :

Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) pour l'année 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

Exposé et statistiques :

Le financement des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS) est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 17 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-21

Titre :

Ventilation globale, interrégionale et régionale du financement des centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) pour l'année 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015. Liste et localisation de tous les organismes qui ont été financés.

Exposé et statistiques :

Le financement des centres d'aide aux victimes d'actes criminels (CAVAC) est sous la responsabilité du ministère de la Justice

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION:

DATE : 13 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-22

Titre :

Ventilation détaillée des sommes accordées en 2013-2014 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2014-2015.

Exposé et statistiques :

L'essentiel du financement des ressources pour femmes et enfants victimes de violence est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

18 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-23

Titre :

Bilan des actions entreprises auprès des femmes autochtones pour les années 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, et les actions prévues pour 2014-2015.

Exposé et statistiques

Ententes régionales en égalité

- Poursuite de la mise en œuvre des actions prévues dans l'entente quadriennale (2011-2015) en matière d'égalité entre les femmes et les hommes conclue entre le Secrétariat à la condition féminine (Secrétariat) et l'**Administration régionale Kativik**. Cette entente vise notamment à lutter contre la violence intrafamiliale ainsi qu'à promouvoir l'avancement des femmes dans les instances décisionnelles. Entre 2011 et 2015, les contributions de cette entente auront totalisé 450 000 \$.
- Poursuite de la mise en œuvre des actions prévues dans l'entente quadriennale (2011-2015) conclue entre le Secrétariat et le **Gouvernement de la nation crie** (anciennement l'Administration régionale Crie). Cette entente vise à soutenir des actions permettant de promouvoir l'entrepreneuriat féminin et l'employabilité chez les femmes cries, favoriser la conciliation travail-famille chez les jeunes mères monoparentales, améliorer la santé des femmes cries, lutter contre la violence intrafamiliale ainsi que promouvoir l'avancement des femmes au sein des instances dirigeantes. Entre 2011 et 2015, les contributions de cette entente auront totalisé 879 000 \$.

Violence et agression sexuelle

- Mise en œuvre des mesures prévues (35/135) dans le volet autochtone du Plan d'action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale, dont :
 - financement, par le Secrétariat à la condition féminine, de l'organisme Femmes autochtones du Québec à hauteur de 50 000 \$ afin de réaliser une campagne de sensibilisation et de promotion à la non-violence auprès des garçons et des hommes autochtones (mesure 2 du volet autochtone).
 - poursuite du soutien financier de 180 000 \$ par année, accordé à l'organisme Femmes autochtones du Québec depuis 2001 par le Secrétariat aux affaires autochtones (mesure 18 du volet autochtone). Ce montant s'additionne au financement ponctuel accordé pour des projets soumis par l'organisme auprès de différents ministères partenaires du plan d'action gouvernemental.
 - financement annuel récurrent accordé par le ministère de la Santé et des Services sociaux à deux maisons d'hébergement pour femmes autochtones situées à Montréal et à Québec, et financement de trois des quatre maisons du Nunavik (mesure 39 du plan d'action).
- Poursuite de la mise en œuvre des actions prévues dans le volet autochtone du Plan d'action gouvernemental 2008-2013 en matière d'agression sexuelle, lequel contient treize mesures spécifiques concernant les femmes et les enfants autochtones victimes d'agression sexuelle, notamment :
 - attribution d'un financement par le ministère de la Justice à deux centres d'aide aux victimes d'actes criminels localisés en milieu autochtone (mesure 13 du plan d'action

en agression sexuelle).

- Tenue de consultations en matière d’exploitation sexuelle de septembre 2013 à février 2014, notamment avec des organismes intervenant auprès des femmes autochtones, en vue d’un nouveau plan d’action gouvernemental en matière d’exploitation sexuelle.

Discrimination et racisme envers les autochtones

- Participation du Secrétariat au comité interministériel chargé de l’élaboration du futur plan d’action contre le racisme et la discrimination envers les Autochtones.
- Financement par le Secrétariat du colloque « 40 ans d’expérience dans l’autonomisation des femmes autochtones : Célébrons notre histoire, dessinons notre futur », de l’organisme Femmes autochtones du Québec à hauteur de 25 000 \$ en 2013-2014.

Économie et emploi

- Poursuite de la mise en œuvre de la Stratégie d’Emploi-Québec à l’égard de la main-d’œuvre féminine qui vise à prendre en compte les clientèles plus éloignées du marché du travail, comme les femmes autochtones.
- Poursuite de l’implantation du Femmessor Nord-du-Québec par le ministère des Finances et de l’Économie, qui rassemble trois points de services issus des trois communautés présentes sur le territoire.
- Financement par le ministère de la Famille de centres de la petite enfance dans plusieurs communautés autochtones.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 18 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-24

Titre :
Liste des programmes de formation ciblés dans les villes du Nord-du-Québec et les coûts reliés pour 2012-2013 et 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques

Aucun programme de formation ciblé n’a été mis en place dans les villes du Nord en 2013-2014 par le Secrétariat à la condition féminine..

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-25

Titre :

Bilan des actions entreprises auprès des femmes immigrantes pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, et les actions prévues pour 2014-2015.

Exposé et statistiques

- En 2013-2014, le Secrétariat à la condition féminine (Secrétariat) a mis à jour le guide *À parts égales, à part entière – L'égalité entre les femmes et les hommes au Québec*, produit en 2009, et a assuré sa traduction en quatre langues (anglais, espagnol, créole et roumain). Vingt mille copies en français et 500 copies en anglais ont été imprimées. La traduction du guide en quatre autres langues (portugais, arabe, chinois et farsi) se fera en 2014-2015. En plus de diffuser le guide sur son site Internet, le Secrétariat le distribuera notamment aux organismes travaillant auprès des personnes immigrantes et aux participantes et participants à la séance d'information destinée aux nouvelles arrivantes et nouveaux arrivants « Objectif Intégration ».

Le guide vise à informer les personnes immigrantes sur l'égalité entre les femmes et les hommes en contexte québécois, et ce, dans plusieurs domaines de la vie courante.

- Cinq projets financés dans le cadre de l'édition 2011-2014 du programme « À égalité pour décider » visent la participation des femmes immigrantes aux instances décisionnelles.

Le portrait de ces cinq projets triennaux est le suivant :

« ELLE pour leadership », Fondation filles d'action (126 000 \$), national :

Projet innovateur : réalisation de projets locaux menés par des jeunes femmes de 16 à 25 ans provenant de 20 communautés marginalisées du Québec afin de développer leur leadership. L'objectif est de favoriser la participation citoyenne (formation, échanges intergénérationnels, boîte à outils, mentorat et référence).

« Femmes aux sommets », Actions interculturelles de développement et d'éducation (AIDE) (109 490 \$), national :

Exemples d'actions : jumelage, formation, forum de discussions, mentorat et stages d'observation dans différents milieux.

« Instances décisionnelles ouvertes sur la diversité », Fédération des communautés culturelles de l'Estrie (111 170 \$), Estrie :

Exemples d'actions : accompagnement de femmes immigrantes pour siéger sur les conseils d'administration de la région (séances d'information, recrutement, mentorat, formation, création d'une banque de candidatures en ligne), sensibilisation des conseils d'administration à la participation des femmes aux instances (conception d'outils, formation, conférences/témoignages, soirées « Speed-meeting ») et conception du guide « La place des femmes des communautés culturelles dans les lieux décisionnels ».

« La politique? Moi, je m'implique : Femmes issues de l'immigration et politique municipale », Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes (111 030 \$), Montréal :

Exemples d'actions : sensibilisation des femmes immigrantes à l'importance de leur participation et de leur implication dans le processus électoral municipal.

« Prends ta place! », YWCA - Y des femmes de Montréal (112 730 \$), Montréal :

Exemples d'actions : animation d'ateliers afin d'encourager et d'outiller les jeunes femmes à s'impliquer en vue d'accéder à des postes décisionnels.

- L’entente 2011-2015 conclue avec la Conférence régionale des élus de Montréal et ses collaborateurs, dont les investissements totalisent 1 254 000 \$, prévoit notamment soutenir l’entrepreneuriat des femmes issues de l’immigration grâce à la consolidation et à l’autonomisation du Continuum Entrepreneuriat Montréal pour femmes issues de l’immigration.
- Dans le cadre du Plan d’action gouvernemental 2012-2017 en matière de violence conjugale, le Secrétariat à la condition féminine a distribué 780 copies de la vidéo de sensibilisation *Nikη (victoire) : De l’ombre à la lumière* à 690 ministères et organismes publics, parapublics, communautaires, associatifs et du milieu de la recherche. Produite par le Bouclier d’Athéna Services familiaux, cette vidéo s’adresse aux personnes immigrantes et aux personnes issues des communautés culturelles victimes de violence conjugale.
- Deux des six brochures à l’intention des personnes vivant dans des contextes de vulnérabilité à la violence conjugale, rendues publiques en décembre 2012, sont destinées aux femmes immigrantes à statut précaire et aux femmes immigrantes ou femmes d’une communauté ethnoculturelle. Ces brochures ont été distribuées, notamment aux organismes qui interviennent auprès de ces clientèles.

Les brochures sont disponibles dans plusieurs langues, en différentes adaptations pour les femmes en situation de handicap et sur divers supports :

Brochure pour les femmes immigrantes ou les femmes des communautés ethnoculturelles

Disponible en version imprimée française, anglaise et espagnole;
disponible sur Internet en version Word française, anglaise et espagnole ainsi qu’en portugais, en italien, en créole, en arabe, en roumain, en grec et en mandarin.

Brochures pour les femmes immigrantes à statut précaire

Disponible en version imprimée française, anglaise et espagnole;
disponible sur Internet en version Word française, anglaise et espagnole ainsi qu’en créole, en arabe, en mandarin, en bengali, en ourdou et en tamoul.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-26

Titre :

Bilan des actions entreprises auprès des femmes dans la construction pour l'année 2013-2014, et les actions prévues pour 2014-2015.

Exposé et statistiques

La Commission de la construction du Québec porte la responsabilité des actions auprès des femmes dans la construction.

Bilan des actions 2013-2014

- Vaste consultation menée en 2013, par la Commission de la construction du Québec, à laquelle le Secrétariat à la condition féminine a participé, visant le renouvellement du Programme d'accès à l'égalité pour les femmes dans la construction :
 - Publication, en février 2014, du rapport de la consultation;

Actions prévues pour 2014-2015

- Adoption par la Commission de la construction du Québec d'un nouveau Programme d'accès à l'égalité pour les femmes dans l'industrie de la construction.

SOURCE :	Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :	Direction de la planification et du développement des stratégies
VALIDATION :	Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail
DATE :	11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-27

Titre :

Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, ainsi que les critères de financement.

Exposé et statistiques :

Le financement des centres de femmes est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 17 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-28

Titre :

Liste des maisons d’aide et d’hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et la ventilation interrégionale, régionale et locale du budget global et alloué par établissement, par année, depuis 2010. Ressources financières prévues pour 2014-2015. Copie des critères de financement.

Exposé et statistiques :

Le financement des maisons d’aide et d’hébergement pour femmes victimes de violence conjugale est sous la responsabilité du ministère de la Santé et des Services sociaux.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 17 juin 2014

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre :

Exposé et statistiques

Un tableau synthèse du contenu de chacune de ces ententes spécifiques et administratives* est joint en annexe.

* En plus des quatorze ententes spécifiques, sept ententes administratives ont été conclues avec les conférences régionales des élus et leurs partenaires en 2011-2012.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 12 juin 2014

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Région 01 Bas-Saint-Laurent	Spécifique	SCF ¹ CRE ² MAMROT ³ ASSS ⁴ TCGFBSL ⁵ Commission jeunesse BSL	159 000 \$	318 000 \$ Autres : CRE : 95 500 \$ FJ : 63 500 \$	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires - Promouvoir des modèles et des comportements égalitaires, notamment en poursuivant le travail amorcé pour contrer l'hypersexualisation Orientation 2 : Égalité économique - Viser l'égalité économique entre les femmes et les hommes, notamment en favorisant l'augmentation de la présence des femmes dans les métiers traditionnellement masculins Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études - Favoriser une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles ou scolaires en lien, notamment, avec les résultats des consultations régionales menées sous l'égide de la CRE Orientation 4 : Santé des femmes - Favoriser des approches en santé adaptées aux spécificités des femmes, notamment les femmes aînées Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes - Contrer la violence faite aux femmes, notamment en explorant la problématique de l'exploitation sexuelle Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Augmenter la participation des femmes et des jeunes femmes aux instances décisionnelles, en particulier lors des élections municipales prévues en 2013 Orientation 7 : Égalité en région - Encourager l'adoption et la mise en œuvre de politiques d'égalité dans les instances locales et régionales

¹ SCF : Secrétariat à la condition féminine
² CRE : Conférence régionale des élus
³ MAMROT : Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire
⁴ ASSS : Agence de la santé et des services sociaux
⁵ TCGFBSL : Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
					ADS - Favoriser l'application de l'analyse différenciée selon les sexes dans des projets concrets
Région 02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	Spécifique	SCF CRE MAMROT MESS (Emploi-Québec) MF ⁶ ASSS Table de concertation des groupes de femmes (Récif-02) Corporation Accès-Travail-Femmes Femmessor Forum jeunesse (Raj-02)	250 000 \$	1 003 704 \$. Autres CRE : 168 000 \$ MESS : 150 000 \$ MF : 40 000 \$ MAMROT : 6 000 \$ Il est à noter que les partenaires suivants contribuent aussi à l'entente en services : ASSS : 52 750 \$ Récif-02 : 32 650 \$ ATF : 160 000 \$ Femmessor : 100 000 \$ Forum jeunesse (RAJ-02) : 44 314 \$.	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires - Promouvoir des modèles et des comportements égalitaires Orientation 2 : Égalité économique - Viser l'égalité et l'équité économiques entre les femmes et les hommes - Développer la culture entrepreneuriale et l'entrepreneuriat féminin Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études - Augmenter la qualité de vie des familles de la région, notamment en favorisant une meilleure adéquation des temps sociaux Orientation 4 : Santé des femmes - Prendre en compte le portrait de la santé des femmes en région Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Accroître la participation des femmes aux instances et lieux décisionnels ADS - Soutenir la CRE, les MRC et les municipalités dans la prise en compte du point de vue et de la réalité des femmes
Région 03 Capitale-Nationale (Portneuf,	Convention supplémentaire 2011-2013 à une entente	SCF CRE SCN ⁷ MESS (Emploi-Québec) CLD ⁸	111 000 \$ (sur deux ans, soit 2011-2013)	475 000 \$ (sur deux ans, soit 2011-2013)	Orientation 2 : Égalité économique - Promouvoir le développement de l'entrepreneuriat féminin - Encourager les femmes à investir les domaines d'emploi non traditionnels - Améliorer l'accès à l'emploi pour les femmes éloignées du marché du travail, en situation d'isolement ou en situation économique précaire

⁶ MF : Ministère de la Famille

⁷ SCN : Secrétariat à la Capitale-Nationale

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Québec, Charlevoix)	spécifique 2010-2013	Chambre de commerce de Québec Forum jeunesse ⁹ CRPMTRCP ¹⁰ RGF ¹¹ Ministre responsable de la région		Autres CRE : 100 000 \$ MESS : 100 000 \$ BCN : 80 000 \$ Forum jeunesse : 50 000 \$ CLD : 20 000 \$ Chambre de commerce : 14 000 \$	Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Viser la parité et l'égalité des femmes dans les lieux consultatifs, décisionnels et les postes de pouvoir de la région - Augmenter la représentation des femmes dans le milieu municipal - Éduquer les femmes à la démocratie et à la citoyenneté ADS : - Promouvoir l'analyse différenciée selon les sexes (ADS) dans la région de la Capitale-Nationale L'entente prévoit deux autres objectifs : 1) Améliorer la qualité de vie des femmes - Documenter la réalité socioéconomique des femmes de la région - Soutenir des projets qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie des femmes 2) S'inspirer des expertises et des expériences internationales - Établir des partenariats internationaux avec des organismes qui œuvrent dans le développement local et régional ainsi qu'en condition féminine

⁸ CLD : Centre local de développement

⁹ FJ : Forum jeunesse

¹⁰ CRPMTRCP : Conseil régional des partenaires du marché du travail de la région de la Capitale-Nationale

¹¹ RGF : Regroupement des groupes de femmes de la région 03

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
	Spécifique 2013-2017 (le SCF participe au 2 première année de l'entente)	SCF CRE SCN¹² Emploi-Québec Ministère de la Famille CLD¹³ CCIQ¹⁴ ASSS¹⁵ Forum jeunesse Conseil régional des partenaires du marché du travail de la région de la Capitale-Nationale RGF¹⁶	160 000 \$ (80 000 \$ par année pour les 2 premières années de l'entente)	1 000 000 \$ Autres : CRE : 375 000 \$ SCN : 120 000 \$ EQ 150 000 \$ MF : 50 000 \$ CLD: 40 000 \$ CCIQ : 30 000 \$ Forum jeunesse : 75 000 \$	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires - Promouvoir des modèles et comportements égalitaires. Orientation 2 : Égalité économique - Soutenir le développement de l'entrepreneuriat féminin. - Encourager et soutenir les femmes à investir les domaines offrant de bonnes perspectives d'emploi. - Améliorer l'accès à l'emploi et à des programmes de pré-employabilité pour les femmes éloignées du marché du travail. - Actualiser l'analyse de la réalité socioéconomique des femmes. Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études - Promouvoir la conciliation travail-famille (aidantes naturelles, aînées, famille) sous l'angle de la transformation sociale. Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Augmenter la représentation des femmes dans les sphères décisionnelles et politiques. - Éduquer les femmes à la démocratie et à la citoyenneté. - Viser la parité et l'égalité des femmes dans les lieux consultatifs, décisionnels et les postes de pouvoir de la région. Orientation 7 : Régionalisation - Établir des partenariats interrégionaux avec des organismes qui œuvrent en condition féminine. Analyse différenciée selon les sexes

¹² Secrétariat à la Capitale-Nationale

¹³ Centre local de développement de la région de la Capitale-Nationale

¹⁴ Chambre de commerce et d'industrie de Québec

¹⁵ Agence de la santé et des services sociaux de la Capitale-Nationale

¹⁶ RGF : Regroupement des groupes de femmes de la région 03

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
					- Promouvoir et accompagner l'implantation de l'ADS. L'entente prévoit trois autres objectifs PROMOUVOIR L'ÉDUCATION À L'ÉGALITÉ - Promouvoir les apports du mouvement féministe à la société québécoise. AMÉLIORER LA QUALITÉ DE VIE DE FEMME - Soutenir des projets qui contribuent à l'amélioration des conditions de vie des femmes. S'INSPIRER DES EXPERTISES ET EXPÉRIENCES LOCALES ET EXTÉRIEURES À LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES DANS LA RÉGION DE LA CAPITALE-NATIONALE - Soutenir la réalisation d'un projet issu du recensement des pratiques internationales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes effectué dans le cadre de la deuxième entente. - Établir des partenariats internationaux avec des organismes qui œuvrent en développement local et régional ainsi qu'en condition féminine.
Région 04 Mauricie	Spécifique	SCF CRE MAMROT MESS (Emploi-Québec) ASSS Forum jeunesse TCMFM ¹⁷ FPI ¹⁸ Femmessor	211 000 \$	552 176 \$ Autres CRE : 184 000 \$ MESS : 60 000 \$ MAMROT : 8 000 \$ ASSS : 40 000 \$ Forum jeunesse : 49 176 \$	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires - En favorisant une socialisation non stéréotypée des filles et des garçons - En favorisant la diversification des choix de formation Orientation 2 : Égalité économique - En favorisant la diversification des choix professionnels - En soutenant l'entrepreneuriat féminin Orientation 4 : Santé des femmes - En améliorant les connaissances, en élaborant et en mettant en œuvre un plan

¹⁷ TCMFM : Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie

¹⁸ FPI : Femmes en parcours innovateur

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
					d'action régional Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Accroître la représentativité des femmes dans les lieux de pouvoir et favoriser leur maintien en poste
Région 05 Estrie	Spécifique	SCF CRE MAMROT ConcertAction femmes Estrie	146 000 \$	349 500 \$ Autres CRE : 203 500 \$ Il est à noter que ConcertAction femmes Estrie contribue aussi à l'entente à hauteur de 55 500 \$ en services	Orientation 1 : Modèles et comportement égalitaires - Faire de la promotion des rapports égalitaires un enjeu transversal pour réduire les inégalités Orientation 2 : Égalité économique - Favoriser l'égalité économique entre les femmes et les hommes par la réalisation d'initiatives issues de la consultation et de la concertation régionale Orientation 3 : Conciliation travail-famille - Favoriser une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles ou scolaires par la mise en œuvre du plan d'action et de sa stratégie élaborée par ConcertAction femmes Estrie dans le cadre de l'entente 2010-2011 Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Accroître la participation des femmes aux instances décisionnelles, notamment en augmentant les candidatures féminines aux élections municipales de 2012 Analyse différenciée selon les sexes - Favoriser le déploiement régional de l'ADS

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Région 06 Montréal	Administrative	SCF CRE MEIE ¹⁹ MESS (Emploi-Québec)	477 000 \$	1 254 000 \$ Autres CRE : 477 000 \$ EQ : 300 000 \$	Orientation 2 : Égalité économique - Soutenir l'entrepreneuriat des femmes issues de l'immigration - Favoriser l'accès des femmes aux métiers et professions traditionnellement masculins Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Favoriser l'augmentation de la participation des femmes aux lieux décisionnels
Région 07 Outaouais	Spécifique 2011-2013	SCF CRE MAMROT AGIR ²⁰ TJO ²¹	96 000 \$ pour 2011-2013	192 000 \$ Autres CRE : 85 000 \$ MAMROT : 4 000 \$ TJO : 7 000 \$	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires - Favoriser une socialisation non stéréotypée Orientation 2 : Égalité économique - Soutenir l'entrepreneuriat des femmes Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études - Encourager les milieux de travail à instaurer des mesures de conciliation travail-famille dans les secteurs à prédominance masculine et féminine Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Augmenter les candidatures féminines aux élections municipales de 2013

¹⁹ MEIE : Ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations

²⁰ AGIR : Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales

²¹ TJO : Table jeunesse Outaouais

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
	Spécifique 2013-2015	SCF CRE MAMROT Ministère de la Famille TJO ASSS AGIR ²² LSO ²³	136 000 \$ pour 2013-2015	272 000 \$ Autres CRE : 90 000 \$ MAMROT : 4 000 \$ MF :: 14 000 \$ TJO : 16 750 \$ ASSS : 3 000 \$ LSO : 8 250 \$	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires - Promouvoir des modèles et des comportements égalitaires; Orientation 2 : Égalité économique - Favoriser l'égalité économique entre les femmes et les hommes; Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études -Favoriser une meilleure conciliation des responsabilités familiales et professionnelles ou scolaires; Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes - Promouvoir le respect de l'intégrité des femmes et leur sécurité dans tous les milieux de vie; Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Accroître la participation des femmes aux instances décisionnelles :
Région 08 Abitibi-Témiscamingue	Administrative	SCF CRE MESS (Emploi-Québec) MAMROT MEIE ASSS	184 000 \$	368 000 \$ Autres CRE : 43 000 \$ MESS : 85 000 \$ ASSS : 50 000 \$ MAMROT : 6 000 \$	Orientation 2 : Égalité économique - Améliorer les conditions économiques des femmes de la région par une meilleure accessibilité à des emplois de qualité Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes - Favoriser le respect de l'intégrité des femmes et leur sécurité dans tous les milieux de vie Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Augmenter l'implication citoyenne pour une meilleure représentativité des femmes

22 AGIR : Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales

23 LSO : Loisir sport Outaouais

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
					dans les structures décisionnelles Orientation 7 : Régionalisation - Améliorer le pouvoir d'action des organismes dédiés à la clientèle femmes, et ce, sur les plans politique, médiatique et opérationnel; - Augmenter la qualité de vie des femmes de la région de l'Abitibi-Témiscamingue
Région 09 Côte-Nord	Administrative	SCF CRE	209 000 \$	418 000 \$ Autres CRE : 209 000 \$	Orientation 2 : Égalité économique - Encourager l'autonomie financière des Nord-Côtières par la promotion de l'entrepreneuriat féminin, par la sensibilisation aux stéréotypes sociaux-sexuels ainsi que par l'intégration des femmes dans les métiers non traditionnels Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes - Poursuivre les actions en matière d'intervention et de prévention de la violence conjugale en lien avec les recommandations du rapport <i>Violence conjugale dans la région de la Côte-Nord : Ampleur du problème, facteurs explicatifs et pistes d'intervention</i> déposé dans le cadre de l'entente 2007-2010 Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Poursuivre les actions visant à promouvoir la participation des femmes dans les instances Orientation 7 : Régionalisation - Doter la CRE d'un plan d'action de sa politique en égalité et ainsi formuler divers objectifs à atteindre, et s'engager à assurer le suivi des actions à mener en matière d'égalité sur la Côte-Nord Analyse différenciée selon les sexes - Consolider l'implantation de l'analyse différenciée selon les sexes dans le milieu municipal et élargir cette consolidation en sensibilisant une masse importante de partenaires régionaux

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Région 10 Nord-du-Québec - Cris	Administrative	SCF Gouvernement de la nation crie. (anciennement l'Administration régionale Crie)	79 000 \$	879 000 \$ Autres ARC : 800 000 \$	Orientation 2 : Égalité économique - Promouvoir et reconnaître les femmes entrepreneures cries ainsi que les opportunités d'emplois dans différents secteurs et milieux de travail Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études - Promouvoir la conciliation travail-famille pour les femmes et les jeunes mères cries, et encourager les milieux de travail et les organisations dans la nation crie à améliorer les mesures de soutien pour les femmes et les jeunes mères célibataires Orientation 4 : Santé des femmes - Favoriser la concertation afin de développer des programmes et des projets sur mesure visant à promouvoir la santé et le bien être des femmes cries et de leur famille Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes - Développer différentes initiatives et projets pour contrer la violence sous toutes ses formes faite aux femmes et aux filles cries Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Promouvoir la participation des femmes cries à des activités de formation en politique et en gouvernance ainsi que leur représentation sur différentes instances Orientation 7 : Régionalisation - Promouvoir l'égalité entre les sexes par le biais de diverses sources multimédias et soutenir les femmes cries à différents niveaux dans les domaines de l'industrie et de la culture

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Région 10 Nord-du-Québec – secteur Kativik	Administrative	SCF Administrative régionale Kativik Association des femmes inuites du Nunavik Saturviit (SATURVIIT)	189 000 \$	450 000 \$ Autres ARK : 261 000 \$	Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes - Lutter contre la violence intra-familiale en contribuant à un centre de ressources familiales et de défense des droits des enfants au Nunavik, dont la mission est en partie d'informer et de sensibiliser les femmes et les enfants sur leurs droits Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Promouvoir l'avancement des femmes au niveau des instances décisionnelles Orientation 7 : Régionalisation - Développer la participation et la représentation de SATURVIIT aux plans régional, provincial et national, et assurer la visibilité de ses projets via une stratégie de communication et son site Web - Rejoindre et travailler avec les femmes en soutenant des actions qui favorisent le bien-être des femmes au Nunavik

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Région 10 Nord-du-Québec – secteur Jamésie	Spécifique	SCF CRE MAMROT CCFBJ ²⁴ MESS (Emploi-Québec) CSSS ²⁵	191 000 \$	396 000 \$ Autres CRE : 160 000 \$ MESS : 45 000 \$	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires - Offrir des outils pour une socialisation non stéréotypée aux organismes, aux entreprises et à la population en général afin de promouvoir de meilleur rapport égalitaire Orientation 2 : Égalité économique - Favoriser la diversification des choix de formation ainsi que la persévérance scolaire - Offrir des outils en entrepreneuriat féminin Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études - Offrir des outils en conciliation famille-travail Orientation 4 : Santé des femmes - Favoriser des approches en santé adaptées aux spécificités des femmes, en privilégiant une meilleure adaptation et une meilleure efficience des services de santé et de services sociaux aux besoins particuliers des femmes en matière de santé mentale Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Informer, outiller et accompagner les femmes de la région afin de favoriser une plus grande participation de leur part dans les instances locales et régionales Analyse différenciée selon les sexes - Favoriser la prise en compte des intérêts et des réalités des femmes afin d'atteindre l'égalité dans la région

²⁴ CCFBJ : Comité condition féminine Baie-James

²⁵ CSSS : Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Région 11 Gaspésie - Iles-de-la-Madeleine	Administrative 2011-2014	SCF CRE MAMROT TCGF ²⁶ CS ²⁷ René-Levesque CS des Chic-Chocs CS Eastern Shores CS des Îles Cégep de la Gaspésie et des Îles Groupe Collegia MESS (Emploi-Québec) MELS ²⁸ Femmessor Commission jeunesse	96 000 \$ (sur trois ans, soit 2011-2014)	868 678 \$ (sur trois ans, soit 2011-2014) Autres CRE : 145 000 \$ TCGF : 203 308 \$ MELS : 18 000 \$ MESS : 108 815 \$ MAMROT : 6 000 \$ Commission jeunesse : 75 555 \$ CS-René-Levesque : 12 000 \$; CS Chic-Chocs : 12 000 \$ CS des Îles : 12 000 \$ CS Eastern Shores : 12 000 \$ Cégep de la Gaspésie et des Îles : 18 000 \$ Femmessor : 150 000 \$	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires - Contrer les stéréotypes sexuels et les effets négatifs de la socialisation liés à la division sexuelle des rôles auprès des jeunes filles et des jeunes garçons Orientation 2 : Égalité économique - Accroître le nombre de femmes œuvrant dans les métiers d'avenir et les métiers traditionnellement masculins - Accompagner les entrepreneures dans leur projet et offrir des suivis personnalisés en entreprise - Faciliter l'intégration des femmes sur le marché du travail en mettant en place des mécanismes gagnant et amener les intervenants et les intervenantes ainsi que les employeurs vers une vision commune d'égalité en emploi Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Accroître la présence des femmes au sein des conseils municipaux de la région - Sensibiliser les jeunes de la région à l'importance de leur participation citoyenne Orientation 7 : Régionalisation - Encourager et accompagner les municipalités de la région à mettre en œuvre une politique d'égalité au sein des communautés gaspésiennes et madeliniennes Analyse différenciée selon les sexes - Assurer une prise en compte réelle des intérêts et des réalités des femmes par l'analyse différenciée selon les sexes - Procéder à une ADS dans différents domaines, notamment, l'autonomie économique des femmes, le développement local et régional, ainsi que la santé afin d'identifier et de corriger les inégalités qui perdurent en ces domaines

²⁶ TCGF Gaspésie et des Îles

²⁷ CS : Commission scolaire

²⁸ MELS : Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Région 12 Chaudière-Appalaches	Spécifique	SCF CRE MAMROT MESS (Emploi-Québec) RGF ²⁹ FJRCA ³⁰ Commissions scolaires (de la Beauce-Etchemin, de la Côte-du-Sud, des Appalaches et des Navigateurs)	168 000 \$	511 000 \$ Autres CRE : 168 000 \$ MESS : 75 000 \$ FJRCA : 100 000 \$	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires - Agir sur le phénomène de l'hypersexualisation auprès des jeunes de moins de 24 ans, de leur entourage et des intervenantes et intervenants qui pratiquent auprès d'eux en élaborant un plan d'action régional, en tenant un événement régional et en élaborant des outils Orientation 2 : Égalité économique - Poursuivre les interventions en matière de métiers non traditionnels ainsi que de métiers d'avenir auprès des femmes et des entreprises en sensibilisant à la diversité des choix de formation, en développant des conditions favorables pour assurer le maintien en emploi et en mettant sur pied une table régionale de réseautage - Favoriser l'entrepreneuriat féminin en soutenant la mise en place de FemmEссор, en développant des sessions de formation et en développant une culture entrepreneuriale féminine Orientation 4 : Santé des femmes - Agir sur le phénomène de la santé mentale/détresse psychologique auprès des femmes, notamment auprès des jeunes (12-25) et des intervenantes et intervenants pratiquant auprès d'eux, en organisant un événement sur la santé mentale des femmes, en contrant la détresse psychologique par une approche préventive et en développant une formation ainsi que des outils adaptés aux intervenantes et intervenants Analyse différenciée selon les sexes - Favoriser le déploiement régional de l'ADS auprès des organisations régionales et locales en développant un projet de sensibilisation ainsi qu'un projet dans le cadre de l'entente.

²⁹ RGF : Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches

³⁰ FJRCA : Forum jeunesse régional Chaudière-Appalaches

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
Région 13 Laval	Spécifique	SCF CRE MAMROT MESS (Emploi-Québec) MF MELS Ville de Laval ASSS TCLCF ³¹ FJ CLD	129 000 \$	460 000 \$ Autres CRE : 99 000 \$ Forum jeunesse : 30 000 \$ CLD : 28 000 \$ ASSS : 28 000 \$ MF : 28 000 \$ MELS : 30 000 \$ MESS : 60 000 \$ Ville : 28 000 \$	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires Orientation 2 : Égalité économique Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études Orientation 4 : Santé des femmes Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes Orientation 6 : Femmes et pouvoir Analyse différenciée selon les sexes
Région 14 Lanaudière	Spécifique	SCF CRE MAMROT MESS (Emploi-Québec) MELS MAPAQ MF FJ	182 000 \$	870 000 \$ Autres CRE : 418 000 \$ MAMROT : 8 000 \$ MESS : 40 000 \$ MELS : 40 000 \$ MAPAQ : 20 000 \$ MF : 28 000 \$ FJ : 134 000 \$	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires - Favoriser une socialisation non stéréotypée des jeunes - Promouvoir une sexualité saine, responsable et égalitaire auprès des jeunes - Soutenir l'apprentissage et l'exercice égalitaire auprès des jeunes Orientation 2 : Égalité économique - Favoriser la diversification des choix de formation des femmes et la mixité en emploi - Soutenir l'intégration et le maintien en emploi des femmes - Soutenir l'entrepreneuriat des femmes Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études - Favoriser la répartition équitable des responsabilités familiales et soutenir les femmes et les hommes dans la conciliation de leurs responsabilités familiales et professionnelles ou scolaires - Encourager les milieux de travail à instaurer des mesures de conciliation travail-famille dans les secteurs à prédominance tant masculine que féminine

Commentaire [b1]:

³¹ Table de concertation de Laval en condition féminine

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
					- Intensifier la collaboration et le partenariat des divers acteurs des milieux de vie Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes - Adapter des outils pour les victimes de violence conjugale, d'agression sexuelle et d'intimidation ayant des besoins particuliers Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Viser la parité de représentation dans les lieux de pouvoir Orientation 7 : Égalité en région - Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans la gouvernance locale et régionale Analyse différenciée selon les sexes - Dresser un projet régional différencié des personnes âgées dans la région de Lanaudière
Région 15 Laurentides	Spécifique	SCF CRE MAMROT FJ MELS MESS (Emploi-Québec) RFL ³²	238 000 \$	523 000 \$ Autres CRE : 119 000 \$ MAMROT : 6 000 \$ MESS : 45 000 \$ MELS : 40 000 \$ Forum jeunesse : 75 000 \$	Orientation 2 : Égalité économique - Favoriser la diversification des choix de formation des femmes - Soutenir l'intégration et le maintien en emploi des femmes - Soutenir l'entrepreneuriat des femmes - Améliorer la sécurité économique des femmes tout au long de leur parcours de vie Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études - Encourager les milieux de travail à instaurer des mesures de conciliation travail-famille dans les secteurs à prédominance masculine et féminine

³² RFL : Réseau des femmes des Laurentides

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
					Orientation 4 : Santé des femmes - Adapter les soins et services sociaux aux besoins particuliers des femmes et de certains groupes Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes - Prévenir et contrer tous types d'agressions et de violence Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Augmenter les candidatures féminines aux élections municipales de 2013 Orientation 7 : Égalité en région - Promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes dans la gouvernance locale et régionale Analyse différenciée selon les sexes - Favoriser le déploiement de l'ADS par des séances de sensibilisation et de formation destinées à des partenaires locaux et régionaux
Région 16 Montérégie - Territoire de Longueuil	Administrative	SCF CRE FJ	131 000 \$	322 000 \$ Autres CRE : 131 000 \$ FJ : 60 000 \$	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires - Consolider la concertation en matière de promotion des modèles et de comportements égalitaires sur le territoire de l'agglomération de Longueuil et orienter la réalisation d'actions structurantes à la lumière de l'expertise des membres et des pistes d'actions identifiées par le CFEM³³ de la CRE Orientation 2 : Égalité économique - Favoriser la diversification des choix de formation - Soutenir l'entrepreneuriat féminin - Réduire l'exclusion sociale et la pauvreté Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études

³³ Conseil Femme Égalité Mouvement

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
					- Favoriser la conciliation travail-famille Orientation 4 : Santé des femmes - Améliorer l'accessibilité aux services de santé Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes - Prévenir et contrer la violence Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Viser la parité dans les lieux de pouvoir
Région 16 Montérégie – Territoire de la Montérégie-Est	Spécifique	SCF CRE MAMROT FJ	218 000 \$	499 000 \$ Autre CRE : 218 000 \$ FJ : 63 000 \$	Orientation 2 : Égalité économique - Favoriser l'insertion socioéconomique des femmes - Favoriser la diversification des choix professionnels et de formation des femmes - Soutenir l'intégration et le maintien en emploi des femmes dans des emplois de qualité, porteurs d'avenir - Soutenir l'entrepreneuriat des femmes Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études - Encourager les milieux de travail, entre autres, à instaurer des mesures de conciliation travail-famille-études dans les secteurs à prédominance masculine et féminine Orientation 4 : Santé des femmes - Appuyer les moyens d'action des autres partenaires inscrits en ce sens, notamment dans les autres ententes de la CRE Orientation 5 : Intégrité et sécurité des femmes - Appuyer les moyens d'action des autres partenaires inscrits en ce sens, notamment dans les autres ententes de la CRE Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Contribuer à l'augmentation des candidatures féminines aux élections municipales de 2013

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
					- Encourager la prise de parole et la participation citoyenne locale des femmes - Assurer le maintien du colloque annuel du REMME³⁴ - Mettre en place des initiatives visant à intéresser les femmes à la gouvernance et à leur représentativité dans les diverses instances, tant au plan local que régional Analyse différenciée selon les sexes - Déployer la politique régionale en égalité (incluant l'ADS) auprès des partenaires locaux et régionaux, notamment dans le cadre des travaux de l'Alliance pour le déploiement du plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale - Appliquer l'ADS dans des projets régionaux, notamment dans le cadre des travaux de l'Alliance pour le déploiement du plan d'action gouvernemental pour la solidarité et l'inclusion sociale
Région 16 Montérégie - Territoire de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	Spécifique	SCF CRE MAMROT FJ VHSL ³⁵	172 000 \$	344 000 \$ Autre CRE : 172 000 \$	Orientation 2 : Égalité économique - Accroître la formation qualifiante - Faciliter l'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat - Réduire l'exclusion et la pauvreté Orientation 3 : Conciliation travail-famille-études - Faciliter la conciliation travail-famille Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Stimuler la participation des femmes dans les lieux décisionnels Analyse différenciée selon les sexes - Implanter l'ADS au sein de la CRE et des partenaires
Région 17 Centre-du-Québec	Spécifique	SCF CRE MAMROT	129 000 \$	472 000 \$	Orientation 1 : Modèles et comportements égalitaires - Contrer les stéréotypes sexuels et les effets négatifs de l'hypersexualisation auprès des jeunes filles et des jeunes garçons

³⁴ Réseau des élues municipales de la Montérégie Est

³⁵ VHSL : Vallée-du-Haut-Saint-Laurent

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	
		MESS (Emploi-Québec) MEIE ASSS TCMFCQ³⁶ Femmes et production industrielle Services intégrés pour l'emploi Les Mutantes de Drummond inc. La maison des femmes de Drummondville Femmessor FJ CRPMT		Autres CRE : 200 000 \$ MESS : 75 000 \$ MFE : 20 000 \$ MAMROT : 8 000 \$ ASSS : 40 000 \$	Orientation 2 : Égalité économique - Supporter l'entrepreneuriat féminin comme moteur de développement dans la région - Faciliter l'intégration des femmes sur le marché du travail et sensibiliser les partenaires concernés à une vision commune d'égalité en emploi - Favoriser la diversification des choix professionnels des femmes et des jeunes filles du Centre-du-Québec - Documenter la problématique et l'impact du décrochage scolaire, principalement chez les jeunes filles de la région Orientation 4 : Santé des femmes - Promouvoir des approches en santé adaptées aux spécificités des femmes Orientation 6 : Femmes et pouvoir - Intégrer la préoccupation de l'égalité entre les femmes et les hommes au sein des différentes instances locales et régionales - Accroître la présence des femmes aux instances municipales dans les cinq MRC de la région Analyse différenciée selon les sexes - Assurer la prise en compte réelle des intérêts et des réalités des femmes par l'ADS, dans plusieurs domaines, notamment l'autonomie économique des femmes, la participation des femmes aux instances décisionnelles, la scolarité, la santé et le développement local et régional

³⁶ TCMF : Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec

ENTENTES EN MATIÈRE D'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES 2011-2015

RÉGION	TYPE D'ENTENTE	PARTENAIRES	ENGAGEMENTS FINANCIERS		DESCRIPTION SOMMAIRE DES ORIENTATIONS ET OBJECTIFS VISÉS
			SCF	TOTAL	

Total des engagements financiers 2011-2015	SCF
	4 061 000 \$*

*À noter que les ententes conclues avec les Conférences régionales des élus de la Capitale-Nationale, de l'Outaouais et de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine ne sont pas d'une durée de quatre ans. De nouvelles ententes ont été conclues avec les CRE des régions de la Capitale-Nationale et de l'Outaouais en 2013-2014. Une nouvelle entente devrait être conclue avec la Conférence régionale des élus Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine en 2014-2015 (39 000 \$). Au final, les engagements financiers du SCF sur quatre ans atteindront 4,1 M\$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-30

Titre :

Copie de tous les accords de partenariat avec les tables de concertation régionale en condition féminine et des subventions versées par le ministère pour chacun des accords.

Exposé et statistiques

Les accords de partenariat visent à soutenir les Tables de concertation régionale en condition féminine et leur Réseau dans le développement de partenariats locaux et régionaux en vue de faire progresser l'égalité dans toutes les régions du Québec, et ce, en complémentarité et en cohérence avec la politique gouvernementale *Pour que l'égalité de droit devienne une égalité de fait*.

Une subvention de 20 000 \$ a été versée à chacun des organismes suivants pour l'année 2013-2014 dans le cadre de ces ententes :

- Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent;
- Table de concertation des groupes de femmes Saguenay-Lac-Saint-Jean (Récif-02);
- Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale;
- Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie;
- ConcertAction Femmes Estrie;
- Table des groupes de femmes de Montréal;
- Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales;
- Regroupement de femmes de l'Abitibi-Témiscamingue;
- Regroupement des femmes de la Côte-Nord;
- Comité condition féminine Baie-James;
- Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles;
- Réseau des groupes de femmes de Chaudière-Appalaches;
- Table de concertation de Laval en condition féminine;
- Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière;
- Réseau des femmes des Laurentides;
- Table de concertation des groupes de femmes de la Montérégie;
- Table de concertation du mouvement des femmes Centre-du-Québec;
- Réseau des tables régionales des groupes de femmes du Québec.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-31

Titre :

Tables des partenaires influents : bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées en 2013-2014, et les prévisions pour 2014-2015. Liste des effectifs liés à ce projet, incluant leur mandat et leur rémunération.

Exposé et statistiques

- Comme prévu, les membres ont déposé en janvier 2013 la « Stratégie d'action de la Table des partenaires influents pour accélérer la progression des femmes dans la gouvernance des sociétés cotées ». L'annonce publique de cette stratégie a eu lieu en avril 2013 à Montréal.
- En mai 2013, des lettres signées par les coprésidents ont été envoyées aux personnes à la tête des 60 sociétés ciblées (conseil d'administration et haute direction) pour les informer de cette stratégie. Les membres ont par la suite fait des approches personnalisées auprès de 29 de ces sociétés pour les inciter à prendre un engagement volontaire.
- Deux rencontres de la Table des partenaires influents ont eu lieu en 2013-2014 : le 4 juin et le 27 novembre. Un bilan des démarches a été fait à ces occasions.
- Les deux coprésidents, M. Guy Saint-Pierre et M^{me} Monique Jérôme-Forget, ont donné leur démission, respectivement en août et en novembre 2013. La Table des partenaires influents est inopérante depuis la fin novembre.
- Pour donner suite aux recommandations de la Stratégie d'action, le Secrétariat à la condition féminine a conclu une entente avec deux chercheurs de l'Université Laval, qui suivront l'évolution de la situation des femmes dans la gouvernance des grandes sociétés ciblées.

Dépenses engagées en 2013-2014 :

- Réunion des membres de la Table des partenaires influents du 4 juin 2013 : coûts du petit-déjeuner assumés par le Secrétariat à la condition féminine.
- Réunion des membres de la Table des partenaires influents du 27 novembre 2013 : coûts du petit-déjeuner assumés par le Secrétariat à la condition féminine.
- Honoraires de la coprésidente, M^{me} Jérôme-Forget : 5 000\$. (M. Saint-Pierre a renoncé aux siens).
- Entente conclue avec l'Université Laval : 34 706 \$ dont 20 000 \$ ont été versés en 2013-2014.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-31 – Annexe 01

MEMBRES DE LA TABLE DES PARTENAIRES INFLUENTS

Composée de dix membres, la Table était sous la coprésidence de M^{me} Monique Jérôme-Forget, anciennement ministre des Finances et présidente du Conseil du trésor du Québec¹ et de M. Guy Saint-Pierre, anciennement président et chef de la direction du Groupe SNC Lavalin inc. et président du conseil de la Banque royale du Canada. Les autres membres étaient :

- M. Yvon Charest, président et chef de la direction, Industrielle Alliance, Assurance et services financiers inc.;
- M^{me} Jacynthe Côté, chef de la direction, Rio Tinto Alcan;
- L'honorable Paule Gauthier, avocate spécialisée en médiation et arbitrage, Stein Monast;
- M. Serge Godin*, fondateur et président exécutif du conseil, CGI;
- M^{me} Isabelle Hudon, présidente, Financière Sun Life, Québec;
- M. Hubert T. Lacroix*, président-directeur général, CBC/Radio-Canada;
- M^{me} Monique Leroux, présidente et chef de la direction, Mouvement Desjardins;
- Monsieur Brian Levitt*, président du conseil d'administration, TD Canada Trust et avocat spécialisé en droit des affaires, Osler.

¹ Madame Jérôme-Forget est actuellement conseillère spéciale chez Osler, Hoskin et Harcourt et KornFerry, et est *fellow* chez Cirano.

* Messieurs Godin et Levitt se sont désistés en novembre 2012, Monsieur Lacroix en juin 2013. Ils ont été remplacés en 2013-2014 par MM. Luc Dupont, Cofondateur, président et chef de direction, Immanence Intégrale Dermo-Correction (IDC) et François J. Coutu, Président et chef de la direction, Groupe Jean Coutu.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-32

Titre :

Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée : bilan détaillé des actions entreprises et des sommes engagées annuellement depuis 2011, et les prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques (s'il y a lieu)

- Le comité de travail sur la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée mis sur pied en mars 2009, regroupe une trentaine d'acteurs de l'industrie de la mode, de la publicité, des médias, de la musique, de la vidéo, de la santé et du gouvernement, et il est coprésidé par M. Howard Steiger et M^{me} Marie-Claude Savard. M. Steiger est directeur du Programme des troubles de l'alimentation de l'Institut universitaire en santé mentale Douglas et membre du Eating Disorders Research Society. M^{me} Savard est animatrice télé et a été chroniqueuse sportive à « Salut! Bonjour! » pendant plusieurs années.
- La Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée a été lancée le 16 octobre 2009.
- Depuis sa création, la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée s'est inscrite dans la Stratégie d'action jeunesse 2009-2014, dans le volet « Défi de la santé-Pour un mieux-être collectif », et dans le Plan d'action gouvernemental de promotion des saines habitudes de vie et de prévention des problèmes reliés au poids 2006-2012.
- Un microsite promotionnel JeSigneEnLigne.com a été mis en ligne le 15 mars 2010. En date du 31 mars 2014, 24 000 signataires avaient adhéré aux principes de la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée.
- Le Plan d'action pour la mise œuvre 2010-2013 de la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée a été lancé le 17 décembre 2010. Il contient 20 mesures se déclinant en 46 actions plus spécifiques, et est porté par quatre ministères (Secrétariat à la condition féminine, ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, ministère de la Santé et des Services sociaux et ministère des Finances et de l'Économie) et quinze partenaires.

Bilan détaillé des actions entreprises en 2013-2014 et sommes versées

Mise en œuvre du Plan d'action de la Charte :

1. Un défilé de la diversité corporelle - Festival mode et design 2013;
2. Diffusion d'un atelier de formation par le Réseau québécois d'action pour la santé des femmes à l'intention des écoles de mode;
3. Soutien à l'élaboration du guide pour porter plainte contre la promotion du modèle unique de beauté dans l'environnement socioculturel par l'Association pour la santé publique du Québec;
4. Dépôt du deuxième bilan du Plan d'action de la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée;
5. Diverses activités de promotion de la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée, dont la participation à l'événement Les belles soirées de l'Université de Montréal destiné au grand public.

Sommes engagées : 61 599,24 \$

Prévision pour 2014-2015

- Poursuite de la mise en œuvre du plan d’action 2010-2013 de la Charte québécoise pour une image corporelle saine et diversifiée qui a été prolongé jusqu’au 31 mars 2015. Parmi les activités prévues, notons la tenue du défilé de la diversité corporelle au Festival mode et design en août 2014 et le dépôt du troisième bilan du plan d’action à l’automne 2014

SOURCE :**Secrétariat à la condition féminine****COLLABORATION :****VALIDATION :****DATE :****18 juin 2014**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-33

Titre :

Programmes et appels de projets du SCF : pour chacun, indiquer la liste des demandes soumises et retenues, les critères de sélection et les sommes octroyées pour chacun des projets retenus.

Exposé et statistiques**Programme « À égalité pour décider »**

En 2011, dans le cadre du programme « À égalité pour décider », 43 nouveaux projets ont été soumis (42 projets pluriannuels et un projet annuel) à la suite d'un appel de projets; 30 projets pluriannuels ont été retenus et recevront une subvention pour une période de trois ans (2011-2014). Les projets et le montant de leur subvention pour 2013-2014 sont présentés dans l'annexe 1.

Les critères d'évaluation des projets sont la pertinence, les retombées prévues, les coûts de réalisation et la qualité, ainsi que la crédibilité de l'organisme responsable.

Programme « Accords avec le Réseau et les Tables de concertation en matière de condition féminine pour le développement de partenariats en région »

Des ententes de service quadriennales (2011-2015) ont été conclues en 2011 avec le Réseau des tables et les 17 Tables de concertation en matière de condition féminine dans le cadre du programme « Accords avec le Réseau et les Tables de concertation en matière de condition féminine pour le développement de partenariats en région ». Une subvention de 20 000 \$ a été versée à chacun de ces 18 organismes pour l'année 2013-2014.

Programme de soutien financier à des initiatives de partenariat « Égalité entre les femmes et les hommes »

- 21 ententes régionales avec les conférences régionales des élus et leurs partenaires sont financées en 2013-2014. La liste est jointe en annexe 2.
- Une entente avec le Groupe Femmes, Politique et Démocratie, et l'École nationale d'administration publique est financée à la hauteur de 300 000 \$ en 2013-2014.
- 22 autres projets en lien avec le Plan d'action gouvernemental en matière d'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015 ont été financés. La liste de ces financements est présentée à l'annexe 3.

Les critères de sélection de ce programme sont : l'adéquation des projets avec les objectifs du plan d'action gouvernemental pour l'égalité, leur impact, leur faisabilité et la capacité du promoteur.

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

12 juin 2014

Projets retenus dans le cadre de l'édition 2011-2014 du programme « À égalité pour décider » (30 projets)	
Nom de l'organisme	Sommes attribuées 2013-2014
Table de concertation des groupes de femmes du Bas-Saint-Laurent	34 860,00 \$
Centre femmes Catherine-Leblond	22 630,00 \$
Regroupement des groupes de femmes de la région de la Capitale-Nationale	41 850,00 \$
YWCA Québec	37 350,00 \$
Centre femmes aux Plurielles (et Centre des Femmes de Charlevoix)	37 350,00 \$
Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie	30 540,00 \$
Femmes et politique municipale de l'Estrie	22 320,00 \$
Fédération des communautés culturelles de l'Estrie	36 270,00 \$
Promotion des Estriennes pour initier une nouvelle équité sociales	37 350,00 \$
Y des femmes de Montréal	37 350,00 \$
Centre d'encadrement pour jeunes femmes immigrantes	36 770,00 \$
Assemblée des groupes de femmes d'interventions régionales	31 030,00 \$
Comité de la condition féminine au Témiscamingue	10 540,00 \$
Regroupement des femmes de la Côte-Nord	37 350,00 \$
Comité condition féminine Baie-James	34 270,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine	27 720,00 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	37 320,00 \$
Vision Femmes	34 910,00 \$
Table de concertation de Laval en condition féminine	37 070,00 \$
Table de concertation des groupes de femmes de Lanaudière	30 810,00 \$
Réseau des femmes des Laurentides	37 350,00 \$
Réseau des élues municipales de la Montérégie-Est	37 350,00 \$
Centre de femmes du Haut-Richelieu	37 350,00 \$
Musée de la femme du Québec	25 960,00 \$
Table de concertation du mouvement des femmes du Centre-du-Québec	41 850,00 \$
Fondation Filles d'action	41 850,00 \$
Groupe Femmes, Politique et Démocratie	41 850,00 \$
Actions interculturelles de développement et d'éducation	36 360,00 \$
Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	34 070,00 \$
Fédération des agricultrices du Québec	10 350,00 \$
Total	1 000 000,00 \$

Programme de soutien à des initiatives de partenariat « Égalité entre les femmes et les hommes » Ententes avec les conférences régionales des élus et leurs partenaires	
Nom du demandeur	Aide financière attribuée 2013-2014
Conférence régionale des élus du Bas-Saint-Laurent	46 000 \$
Conférence régionale des élus du Saguenay–Lac-Saint-Jean	74 000 \$
Conférence régionale des élus de la Capitale-Nationale	80 000 \$
Conférence régionale des élus de la Mauricie	62 000 \$
Conférence régionale des élus de l’Estrie	42 000 \$
Conférence régionale des élus de Montréal	143 000 \$
Conférence régionale des élus de l’Outaouais	68 000 \$
Conférence régionale des élus de l’Abitibi-Témiscamingue	54 000 \$
Conférence régionale des élus de la Côte-Nord	61 000 \$
Administration régionale Kativik	55 000 \$
Conférence régionale des élus de la Baie-James	56 000 \$
Administration régionale Crie	22 000 \$
Conférence régionale des élus de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	39 000 \$
Conférence régionale des élus de Chaudière-Appalaches	49 000 \$
Conférence régionale des élus de Laval	37 000 \$
Conférence régionale des élus de Lanaudière	53 000 \$
Conférence régionale des élus des Laurentides	70 000 \$
Conférence régionale des élus de Longueuil	38 000 \$
Conférence régionale des élus de la Montérégie-Est	64 000 \$
Conférence régionale des élus de la Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	50 000 \$
Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec	37 000 \$
Total	1 200 000 \$

Autres organismes financés dans le cadre du programme Initiative de partenariat « Égalité entre les femmes et les hommes »		
Nom de l'organisme	Orientation du plan d'action en égalité	Sommes attribuées
Regroupement des maisons pour femmes victimes de violence conjugale	Orientation 5	15 000,00 \$
Fédération de ressources d'hébergement pour femmes violentées et en difficulté du Québec	Orientation 5	15 000,00 \$
Fédération des maisons d'hébergement	Orientation 5	8 000,00 \$
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	Orientation 5	75 000,00 \$
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	Orientation 5	40 000,00 \$
Concertation des luttes contre l'exploitation sexuelle	Orientation 5	25 000,00 \$
Loisir sport Outaouais	Orientation 7	23 250,00 \$
Maison d'hébergement l'Équinoxe	Orientation 7	9 000,00 \$
Table de concertation des forums jeunesses régionaux du Québec	Orientation 7	66 750,00 \$
Fédération des femmes du Québec	Orientation 1	50 000,00 \$
Réseau des groupes de femmes Chaudière-Appalaches	Orientation 1	9 000,00 \$
Association féminine d'éducation et d'action sociale	Orientation 1	15 000,00 \$
Y des femmes de Montréal	Orientation 5	22 500,00 \$
Groupe d'action sur le poids, ÉquiLibre	Orientation 1	15 000,00 \$
Groupe d'action sur le poids, ÉquiLibre	Orientation 1	10 000,00 \$
Femmes autochtones du Québec inc.	Orientation 6	25 000,00 \$
Réseau des tables régionales de groupes de femmes du Québec	Orientation 7	20 000,00 \$
Table des groupes de femmes de Montréal	Orientation 5	12 000,00 \$
Union des municipalités du Québec	Orientation 7	5 000,00 \$
Conseil développement loisir scientifique	Orientation 2	1 000 \$
Réseau des femmes d'affaires du Québec	Orientation 2	5 000 \$
Regroupement pour la valorisation de la paternité	Orientation 1	2 500 \$
Total		469 000,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-34

Titre :

Liste de tous les prix remis par le Secrétariat à la condition féminine en 2013-2014 : pour chacun, indiquer les récipiendaires, les critères de sélection et le budget alloué pour les événements reliés à la remise de ces prix.

Exposé et statistiques

Prix Égalité

Le Prix Égalité récompense des projets qui poursuivent l'objectif de l'égalité entre les femmes et les hommes, dans six catégories. Le Prix Égalité s'adresse aux organismes publics et parapublics (universités, commissions scolaires, agences de la santé), aux organismes communautaires, aux municipalités, aux conférences régionales des élus ainsi qu'aux entreprises privées et aux coopératives.

L'édition de 2014 a été lancée en septembre 2013. Pendant la période de mise en candidature, 56 projets ont été soumis en provenance de douze régions du Québec. Des comités de jurys se sont affairés entre novembre 2013 et janvier 2014 à déterminer les projets finalistes et lauréats dans chacune des six catégories. Les récipiendaires ont été connus lors du gala, le 12 mars 2014. Chaque organisation gagnante a reçu un trophée et une bourse de 1 000 \$, offerts par le Secrétariat à la condition féminine (Secrétariat).

Sélection des projets

Le Secrétariat forme chaque année six nouveaux comités de jurés, un pour chacune des catégories du prix. Ces comités sont composés de quatre à cinq personnes, dont une représentante ou un représentant du Secrétariat. Les jurées et jurés ont une expertise dans le domaine touché par la catégorie et proviennent de milieux divers. Pour chacune des catégories, les comités doivent choisir trois organisations finalistes et, parmi celles-ci, une gagnante.

Le choix s'effectue, en fonction des critères suivants :

- pertinence du projet par rapport aux objectifs du prix et de la catégorie visée;
- qualité du projet et des réalisations mises de l'avant, et cohérence de la stratégie d'action;
- impact du projet sur les plans local et régional ou national;
- crédibilité et mobilisation de l'organisation promotrice du projet.

Le prix « Coup de cœur » est déterminé parmi les dix-huit projets finalistes par un vote du public sur le site Internet www.prixegalite.gouv.qc.ca. La période de vote s'est tenue entre le 3 et le 26 février 2014, alors que 2 851 votes ont été enregistrés.

Récipiendaires 2014 (annexe 1)

Budget alloué au gala du Prix Égalité 2014

Le gala du Prix Égalité s'est tenu le 12 mars 2014, au cabaret du Capitole de Québec. Une nouveauté cette année, le gala a aussi été l'occasion de remettre le premier prix, ainsi que les prix aux deux autres finalistes du concours « L'égalité à l'œuvre ».

Le budget alloué comprend l'organisation et la tenue du gala du Prix Égalité, qui inclut la conception et l'impression d'outils promotionnels liés aux finalistes et au gala, le remboursement de frais de déplacement d'organismes communautaires finalistes, toute la logistique, le repas ainsi que les trophées et les bourses.

Budget alloué à l'événement : 92 500,62 \$

Concours « L'égalité à l'œuvre »

Le concours « L'égalité à l'œuvre » est le fruit de la mesure 17 du Plan d'action gouvernemental pour l'égalité entre les femmes et les hommes 2011-2015. Ce concours vise à marier l'art et la promotion de l'égalité. Il s'agit en fait d'inviter les artistes professionnels à mettre en scène les rapports égalitaires pour faire réfléchir sur la question de l'égalité par des œuvres artistiques. Chaque édition du concours propose un thème particulier, une discipline artistique différente et un jeune public distinct.

Deuxième édition (2013)

Les créatrices et créateurs du court métrage gagnant de la deuxième édition du concours, dont le thème était l'image corporelle, ont été dévoilés lors d'une conférence de presse, le 31 mai 2013, à Montréal.

Récipiendaires de la deuxième édition (annexe 1)

Les artistes ayant créé la vidéo gagnante ont reçu le premier prix de 10 000 \$. Les deux autres finalistes ont reçu 5 000 \$ chacun. Ces bourses proviennent du budget 2012-2013.

Budget de l'événement incluant la logistique et les outils promotionnels : 1 228,62 \$

Troisième édition (2014)

Pour la troisième édition, les artistes professionnels du domaine de la chanson ont été invités à créer une chanson sur le thème des relations amoureuses saines et la dénonciation de la violence en s'adressant aux jeunes de 14 à 17 ans.

Jury

Afin de s'assurer de l'indépendance du concours et de son impartialité, un jury de trois personnes a été formé. Il s'est réuni le 11 décembre 2013 afin de déterminer les auteurs-compositeurs des trois chansons finalistes (parmi les 26 qui ont été soumises) qui ont reçu une bourse de 2 500 \$ chacun pour l'enregistrement de leur œuvre dans un studio professionnel. Le jury est composé d'une présidente, qui est aussi la porte-parole du concours, d'un membre de la communauté artistique et d'une représentante du milieu de la condition féminine.

Récipiendaires de la troisième édition (annexe 1)

Les trois chansons finalistes ont été annoncées le 7 février 2014 et un vote du public en ligne, qui s'est déroulé jusqu'au 7 mars, a permis de déterminer la chanson lauréate. Plus de 14 000 votes ont été enregistrés en un mois.

Critères

Le choix des chansons finalistes s'est fait en fonction des critères suivants :

- les critères artistiques formels, tels que la qualité du texte, et l'originalité des paroles et de la musique;
- les critères sensibles que sont le lien avec le public ciblé et la démarche artistique mature;
- les critères thématiques, comme la représentation de la thématique, l'originalité de la vision proposée et l'apport à la réflexion sur la question de l'égalité.

Budget alloué à la remise des prix du concours « L'égalité à l'œuvre »

Tel que mentionné plus haut, la remise des prix du concours « L'égalité à l'œuvre » a eu lieu dans le cadre du gala du Prix Égalité. Les artistes ayant créé la chanson gagnante ont reçu 10 000 \$, alors que les deux autres finalistes se sont mérités 5 000 \$ chacun.

Budget alloué à l'événement (incluant les bourses et les prix ci-haut mentionnés, les frais de déplacement des finalistes, la participation des membres du jury et de la présidente à titre d'animatrice, la conception d'outils promotionnels et les frais liés au vote en ligne) : 66 885,18 \$

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 11 juin 2014

RP-34-ANNEXE 1

Récipiendaires Prix Égalité 2014

Modèles et comportements égalitaires

Outil didactique Oser être soi-même

Département de sexologie, Université du Québec à Montréal

Égalité économique

Le circuit

Femmes en parcours innovateur, Bécancour

Conciliation travail-famille

Modification des mesures de conciliation travail-famille

MESAR inc., Shawinigan

Santé

Centre communautaire de santé relationnelle

La rue des Femmes, Montréal

Prévention de la violence

Quand on s'aime, on s'aime égal

Service de police de l'agglomération de Longueuil

Pouvoir et régions

Citoyennes, faites votre marque!

Réseau des femmes des Laurentides, Saint-Jérôme

Prix « Coup de cœur » du public

Des interventions de soutien pour les proches aidants de personnes âgées

Chaire Desjardins en soins infirmiers à la personne âgée et à la famille, Université de Montréal

Récipiendaires de la deuxième édition du concours « L'égalité à l'œuvre »

Équipe gagnante :

- Emanuel St-Pierre, Alexandre Gauthier et Cindy Turmel pour *Tu es parfait-e*.

Deux finalistes :

- Martine Asselin et Lawrence Côté-Collins pour le court métrage *Océane*;

- Étienne Langlois et Pauline Cordier pour *À travers les lunettes*.

Récipiendaires de la troisième édition du concours « L'égalité à l'œuvre »

Équipe gagnante :

- Julien Thibault et Tania Lapointe-Dupont pour la chanson *Autre chose que ça*.

Deux finalistes :

- Alex Lachapelle Raymond et Florence Lachapelle Raymond pour la chanson *Compléments*;

- Mathieu Lippé, pour *La douceur*.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-35

Titre : Liste de tous les évènements organisés par le SCF en 2013-2014, et le budget alloué pour la tenue de chacun d’eux.
--

Exposé et statistiques		
Date	Événement	Coûts
13 mai 2013	Rendez-vous des conférences régionales des élus sur l’égalité entre les femmes et les hommes dans le développement régional	1648.25 \$
30 janvier 2014	Forum sur l'hypersexualisation - Laval	10 800,50 \$
28 février 2014	Forum sur l'hypersexualisation - Capitale nationale. L’évènement fut précédé par une conférence de presse qui a eu lieu le 18 février 2014.	11 330,29 \$ Ce coût inclus la conférence de presse.
12 mars 2014	Gala du Prix Égalité La ministre responsable de la Condition féminine a procédé au dévoilement des projets finalistes et lauréats dans les six catégories du Prix Égalité ainsi que le prix « Coup de cœur » dans le cadre d’un gala, qui s’est déroulé au cabaret du Capitole de Québec.	Voir la réponse à la question 34.
12 mars 2014	Concours « L’égalité à l’œuvre »	Voir la réponse à la question 34.

SOURCE :
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE :

Secrétariat à la condition féminine

12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-36

Titre :

Liste de tous les ateliers, formations, conférences ou journées d'activités auxquels ont participé les employés du SCF. Indiquer le lieu, le coût, le nombre de participants, le nom de la formation et le nom de la personne ou de l'entreprise qui a offert l'activité.

Exposé et statistiques

Voir l’annexe.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 13 juin 2014

Formations au 31 mars 2014					
Date de la formation	Nom du fournisseur	Nom de la formation, conférence ou atelier	Nombre de participants	Lieu	Coût
2013-04-23	Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent	Agressions sexuelles	1	Québec	155,00 \$
2013-04-27	Table de concertation des femmes	7e rassemblement Réseau BSL	1	Rimouski	0,00 \$
2013-04-30	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Formation sur l'accessibilité Web	1	Québec	290,00 \$
2013-05-01	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Formation accessibilité Web Word	3	Québec	884,30 \$
2013-05-01	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Transfert développement durable formation en ligne	23	Québec	403,21 \$
2013-05-01	Agence de la Santé et des Services sociaux	L'aliénation parentale	2	Québec	36,00 \$
2013-05-01	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Formation accessibilité intégrateur	1	Québec	881,97 \$
2013-05-09	Union des municipalités du Québec	Assises annuelles de l'UMQ	2	Montréal	0,00 \$
2013-05-21	Centre de leadership et de développement des compétences (CLDC)	Méthodes et tech. d'access. Web pour intégrateurs	1	Québec	881,97 \$
2013-05-23	L'Alliance des cadres	Rencontre annuelle des cadres	1	Québec	250,00 \$
2013-05-29	Institut québécois de sexologie clinique inc.	La violence faite aux femmes	1	Laval	179,00 \$
2013-06-06	Institut d'administration publique du Québec	L'action gouvernementale de demain façonnée par les évaluations d'aujourd'hui	1	Québec	99,00 \$
Nov-13	Centre d'expertise en agression sexuelle Marie-Vincent	Formation exploitation sexuelle	6	Laval	51,45 \$
2013-10-16	Service de renseignements criminels du Québec	La traite de personnes	2	Nicolet	488,71 \$
2013-10-27	Fédération québécoise des municipalités	Assises de la FQM	2	Québec	0,00 \$
2013-10-29	Institut d'administration publique du Québec	La diplomatie québécoise à l'étranger	3	Québec	120,00 \$

Formations au 31 mars 2014					
Date de la formation	Nom du fournisseur	Nom de la formation, conférence ou atelier	Nombre de participants	Lieu	Coût
2013-10-15	École nationale de police	Séminaire sur la violence conjugale	1	Nicolet	45,00 \$
2013-11-08	Ministère de la Famille	Forum de la famille québécoise	2	Montréal	124,99 \$
2013-11-08	Centre de développement des femmes et gouvernance	École femmes et démocratie	1	Lévis	0,00 \$
2013-11-11	Lucie Desrochers	Formation : L'histoire des femmes	13	Québec	375,00 \$
2013-11-14	Ministère des relations internationales et Francophonie	Atelier sur le protocole	1	Québec	70,00 \$
2013-11-20	Ulaval	Devenir un joueur d'impact: le pouvoir politique	1	Québec	396,05 \$
2013-11-27	Déjeuner des médias	Conférence sur: le look un défi de communication	2	Québec	113,07 \$
2013-12-04	Ministère des Relations internationales et Francophonie	Pratique des relations internationales	1	Québec	60,00 \$
2013-12-11	Technologia	Développer son intelligence émotionnelle	1	Québec	795,00 \$
2013-12-11	Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	Formation sur le système de classement	2	Québec	21,56 \$
2014-01-16	Acti-com	Rédaction persuasive	12	Québec	4 792,14 \$
Total					11 513,42 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-37

Titre :

Dépenses encourues par le Secrétariat à la condition féminine en 2010-2011, 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 pour la formation des personnes qui interviennent directement auprès des femmes et des hommes immigrés au sujet des valeurs égalitaires, et les prévisions pour 2014-2015.

Exposé et statistiques

Le guide d'information *À parts égales, à part entière – L'égalité entre les femmes et les hommes au Québec*, produit par le Secrétariat à la condition féminine (Secrétariat) et publié en 2009, explique comment se traduit l'égalité entre les sexes, en pratique, dans divers domaines ou secteurs d'activité, afin de faciliter l'intégration des nouvelles arrivantes et des nouveaux arrivants à la société québécoise.

2013-2014

Le Secrétariat, en collaboration avec les ministères concernés, a produit une mise à jour du guide *À parts égales, à part entière*. Des exemplaires des versions française (20 000) et anglaise (500) ont été imprimés. Ils seront diffusés, notamment auprès des participantes et des participants à la session Objectif Intégration, qui s'adresse aux personnes nouvellement arrivées au Québec. Les travaux pour traduire la mise à jour du guide en plusieurs langues, comme ce fut le cas pour l'édition de 2009, ont débuté en 2013-2014.

Dépenses : 26 520 \$ (incluant l'impression des guides et une partie de la traduction)

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

DATE :

12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-38

Titre : Nombre d’ETC pour 2013-2014 et ceux prévus pour 2014-2015.
--

Exposé et statistiques Voir la réponse de la fiche 15 des renseignements généraux.

SOURCE :	Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :	
VALIDATION :	
DATE :	11 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-39

Titre :
Taux d’activité des femmes, par année, depuis 1995.

Statistiques

Taux d’activité des femmes de 1995 à 2013

Année	Taux d’activité %
1995	54,0
1996	53,8
1997	54,2
1998	54,9
1999	55,2
2000	55,9
2001	56,6
2002	58,4
2003	60,0
2004	60,1
2005	59,8
2006	60,0
2007	61,0
2008	61,3
2009	61,0
2010	61,0
2011	61,0
2012	60,9
2013	61,0

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Tableau 282-0002.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION : Direction de l’analyse et de l’information sur le marché du travail
DATE : 12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

RP-40

Titre :

Taux d'emploi des femmes, par année, depuis 1995 pour le Québec, le Canada et les autres provinces.

Exposé et statistiques 2013

Le taux d'emploi des femmes est présenté aux annexes 01 et 02.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION : Direction de l'analyse et de l'information sur le marché du travail

VALIDATION :

DATE : 12 juin 2014

RP40-Annexe 01 Taux d'emploi des femmes, 1995 à 2013

(en pourcentage)

	Canada	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique
1995	52,2	39,2	50,6	45,9	47,2	48,1	53,5	55,3	54,4	60,2	54,4
1996	52,1	38,9	51,1	46,4	46,8	47,8	53,6	54,8	54,2	60,7	53,6
1997	52,6	39,2	51,7	47,5	47,0	48,4	53,8	55,6	55,2	61,0	54,4
1998	53,7	40,6	53,0	48,9	48,5	49,4	55,3	56,5	55,8	62,1	54,4
1999	54,6	42,6	52,5	49,8	49,5	50,3	56,4	57,5	56,6	62,3	54,9
2000	55,4	42,7	55,2	51,0	50,8	51,3	57,4	58,3	57,1	62,0	55,3
2001	55,6	44,8	55,0	51,6	51,1	51,7	57,6	58,0	55,7	62,8	54,6
2002	56,5	45,4	56,4	52,7	53,6	53,7	57,8	59,9	57,1	63,0	55,2
2003	57,4	46,5	57,1	53,4	53,5	54,9	58,7	59,6	58,9	63,7	55,9
2004	57,7	46,6	57,4	54,1	54,7	55,4	58,7	60,2	59,1	63,9	56,1
2005	57,6	46,9	58,6	54,3	54,4	55,3	58,3	59,9	59,0	63,4	56,7
2006	58,1	48,4	58,8	54,8	54,8	55,5	58,6	60,2	60,3	64,6	57,8
2007	59,0	48,3	58,4	55,8	55,8	57,1	59,4	60,3	60,8	65,1	58,0
2008	59,1	48,5	59,0	56,1	56,4	57,5	59,4	60,8	61,1	65,1	58,3
2009	58,1	47,6	57,1	56,2	55,8	56,8	58,0	60,0	61,7	64,0	57,1
2010	57,9	49,8	57,8	55,6	54,9	56,8	57,9	60,9	61,1	62,6	57,0
2011	57,9	50,2	58,6	55,5	54,7	56,7	57,8	60,4	60,0	63,7	56,8
2012	57,9	51,2	58,5	56,2	54,5	56,7	57,5	59,9	60,2	63,9	57,4
2013	58,0	51,5	59,2	56,2	54,5	56,9	57,8	60,0	61,4	63,8	56,7

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Tableau 282-002.

RP40-Annexe 02 Taux d'emploi des femmes de 25 à 54 ans, 1995 à 2013

(en pourcentage)

	Canada	Terre-Neuve-et-Labrador	Île-du-Prince-Édouard	Nouvelle-Écosse	Nouveau-Brunswick	Québec	Ontario	Manitoba	Saskatchewan	Alberta	Colombie-Britannique
1995	69,4	54,1	69,0	63,0	64,1	65,3	70,7	75,4	75,5	75,1	71,5
1996	69,6	53,6	69,1	64,1	64,0	65,5	70,9	75,4	75,6	76,3	70,7
1997	71,0	55,6	69,2	66,2	64,8	67,3	72,1	75,8	76,6	76,8	72,5
1998	72,2	57,3	71,8	67,4	65,8	68,3	73,9	77,0	77,6	77,8	72,5
1999	73,2	59,1	70,9	68,7	67,2	70,1	74,8	78,6	78,1	78,1	72,8
2000	73,9	59,4	75,1	70,3	69,5	71,3	75,4	78,7	78,4	77,7	73,0
2001	74,3	63,3	74,7	71,4	69,7	71,9	75,9	78,5	77,2	78,2	72,5
2002	75,3	63,5	76,0	73,3	72,7	74,0	76,3	80,2	79,3	78,3	72,9
2003	76,0	64,1	76,9	73,7	73,6	74,7	77,1	79,7	80,7	78,5	73,9
2004	76,7	64,2	78,1	74,5	74,5	75,6	77,4	80,7	81,1	78,5	75,6
2005	76,4	64,8	79,4	75,2	74,8	75,9	77,0	80,1	80,8	77,6	74,9
2006	77,0	68,0	80,3	75,6	76,8	76,3	77,1	79,3	82,0	78,7	76,2
2007	78,2	68,5	78,9	77,0	77,2	78,6	78,2	80,6	81,9	79,4	76,5
2008	78,0	68,8	79,9	77,3	77,6	78,6	77,9	80,6	81,3	79,0	76,7
2009	77,2	68,9	78,3	76,8	78,1	78,8	76,6	79,4	82,1	77,8	74,7
2010	77,0	71,3	78,6	76,9	77,4	78,6	76,5	80,5	81,4	76,5	75,1
2011	77,2	71,6	79,5	77,4	76,6	79,0	76,6	79,7	78,9	77,9	75,1
2012	77,6	72,4	79,4	78,4	77,1	79,3	76,9	79,1	78,7	78,3	76,2
2013	77,9	74,2	79,7	79,0	78,0	79,7	77,5	78,7	79,2	78,1	75,4

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Tableau 282-0002.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-41

Titre :

L’écart de salaire horaire entre les femmes et les hommes, par année, depuis 1995.

Statistiques

C'est seulement depuis 1997 que des renseignements sont recueillis sur le salaire ou traitement habituel des employés à leur emploi principal dans l'Enquête sur la population active (EPA). Il n'y a donc pas de donnée disponible avant cette date.

Évolution de l’écart salariale entre les hommes et les femmes, 1997 à 2013

	Hommes (\$)	Femmes (\$)	Écart Hommes/Femmes (%)
1997	16,54	13,93	15,8
1998	19,79	14,01	16,6
1999	17,06	14,23	16,6
2000	17,44	14,56	16,5
2001	18,05	15,06	16,6
2002	18,35	15,46	15,7
2003	18,81	15,93	15,3
2004	19,30	16,60	14,0
2005	19,78	16,99	14,1
2006	20,17	17,46	13,4
2007	20,65	17,98	12,9
2008	21,38	18,62	12,9
2009	22,19	19,38	12,7
2010	22,46	19,78	11,9
2011	22,81	20,11	11,8
2012	23,44	20,90	10,8
2013	23,95	21,04	12,2

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Tableau 282-0074

SOURCE :

Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION :

Direction de l’analyse et de l’information sur le marché du travail

DATE :

12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-42

Titre :

Nombre de femmes bénéficiaires des programmes d’aide financière de dernier recours en comparaison du nombre d’hommes, depuis 2011.

Statistiques

Nombre de femmes et d’hommes bénéficiaires des programmes d’aide financière de dernier recours de 2011 à 2014

	Hommes	Femmes	Part des femmes dans l’ensemble (%)
Mars 2011	193 819	177 532	47,8
Mars 2012	189 470	172 757	47,7
Mars 2013	185 931	168 236	47,5
Mars 2014	186 438	165 784	47,1

Source : Ministère de l’Emploi et de la Solidarité sociale, Rapports statistiques sur la clientèle des programmes d’assistance sociale.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine

COLLABORATION :

VALIDATION : Direction de l’analyse et de l’information sur le marché du travail
Direction de la statistique et de l’information de gestion

DATE : 12 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-43

Titre :
Liste de tous les organismes qui ont reçu du financement par le biais du discrétionnaire de la ministre depuis le 23 avril 2014 ainsi que le montant qu’ils ont reçu et la circonscription dans laquelle est situé l’organisme.

Exposé et statistiques

Aucun organisme n’a reçu de financement par le biais du discrétionnaire de la ministre depuis le 23 avril 2014.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 13 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-44

Titre :
Pour tous les programmes du ministère, donner le détail des crédits existant en 2013-2014 qui n'ont pas été reconduits en 2014-2015, en incluant les programmes qui ont été abolis.

Exposé et statistiques

Les données sont disponibles au budget des dépenses.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 17 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-45

Titre :
Par programme, donner le niveau des crédits demandés au Conseil du trésor pour l'année 2014-2015.

Exposé et statistiques

Cette question n’est pas pertinente pour l’étude des crédits 2013-2014.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 17 juin 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DE L’OPPOSITION OFFICIELLE

RP-46

Titre :

Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2014-2015 et la liste des dépenses abolies en conséquence. (Application du cran d’arrêt)

Exposé et statistiques

Cette question n’est pas pertinente pour l’étude des crédits 2013-2014.

SOURCE : Secrétariat à la condition féminine
COLLABORATION :
VALIDATION :
DATE : 17 juin 2014